



RND

**Session  
extraordinaire  
du CN samedi**

Page 3

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Malgré le pont aérien mis en place par l'Etat

# Les supporters en quête du «sésame» pour le Caire

La qualification de l'Equipe nationale en finale de la Coupe d'Afrique des nations, si elle a réjoui tous les Algériens, a réveillé aussi chez eux le désir d'aller la supporter. L'Etat a mis le paquet avec l'annonce d'un pont aérien vers l'Egypte, mais satisfaire ce désir des millions d'Algériens est difficile.

Page 2



Situation politique en Algérie

**L'attractivité du secteur des hydrocarbures n'a pas pris une ride**



**L**es compagnies étrangères continuent à accorder un intérêt particulier au marché algérien des hydrocarbures, désavouant ainsi les «analyses» misant sur un «désinvestissement» éminent dans ce secteur en réaction à la situation politique du pays.

En situant le partenariat et le respect des engagements au coeur de sa stratégie de développement énergétique, l'Algérie a su conserver ses clients traditionnels et en attirer de nouveaux, même durant les pires périodes qu'elle a eu à traverser.

Les mois ayant suivi le 22 février, date du soulèvement populaire pacifique pour la démocratie et le changement du régime, ont enregistré la signature de plusieurs contrats de grande envergure entre l'Algérie et des pays partenaires.

Ces accords portant, notamment sur la fourniture de gaz naturel liquéfié, sur de longues durées, constituent une preuve supplémentaire de l'efficacité de la stratégie énergétique de l'Algérie et de l'intérêt suscité par son marché, en général, et celui des hydrocarbures, en particulier.

Cela a été clairement exprimé par le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, qui avait déclaré dans un entretien à l'APS, qu'en dépit de la crise politique en Algérie, les projets en cours dans le domaine de l'énergie continuaient de fonctionner normalement, précisant qu'«aucun désengagement» des partenaires de l'Algérie n'a été enregistré.

Parmi les partenaires traditionnels, figure l'Italie, un pays européen qui ne cesse de réaffirmer son attachement à promouvoir davantage sa coopération avec l'Algérie, notamment dans le domaine de l'énergie.

C'est dans cet objectif que le 16 mai dernier, un accord a été signé entre le groupe Sonatrach et l'italien ENI pour le renouvellement de leur contrat vente/achat de gaz naturel à long terme destiné au marché italien, et pour définir les nouvelles conditions pour la poursuite du partenariat relatif à l'exploitation du système de transport TMPC.

Tout récemment encore, Sonatrach et le groupe italien Eni ont également exprimé leur volonté d'accélérer le développement de leurs nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord, située dans le sud algérien.

Page 5

Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

# 14 orpailleurs arrêtés

Page 24



Malgré le pont aérien mis en place par l'Etat

# Les supporters en quête du «sésame» pour le Caire

La qualification de l'Equipe nationale en finale de la Coupe d'Afrique des nations, si elle a réjoui tous les Algériens, a réveillé aussi chez eux le désir d'aller la supporter. L'Etat a mis le paquet avec l'annonce d'un pont aérien vers l'Egypte, mais satisfaire ce désir des millions d'Algériens est difficile.



Par S. A. Mohamed

Hier, un engouement sans précédent a été constaté au niveau du stade du 5 Juillet dès les premières heures de la matinée. Un déferlement indescriptible des supporters candidats au déplacement au Caire (Egypte) pour soutenir la sélection nationale en finale de la CAN 2019, qui la mettra aux prises avec le Sénégal vendredi prochain. C'est l'offre du gouvernement de mettre à la disposition des supporters de pas moins de 28 avions pour effectuer le déplacement. Une véritable marée humaine venue des quatre coins du pays, mais les dessertes qui seront assurées par 13 avions d'Air Algérie, six de Tassili

Airlines et neuf du MDN, ne transporteront que 4 800 supporters. Beaucoup de jeunes interrogés par des chaînes privées avouent avoir passé la nuit sur place dans l'espoir de décrocher le «sésame». Un nombre impressionnant de policiers a été mobilisé pour canaliser un flux extraordinaire de supporter, mais cela a fini par provoquer une grande pagaille, causant désarroi et parfois évanouissement, assure-t-on. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, invité hier à l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, a d'abord rappelé, qu'en prévision de cette compétition continentale et aux fins d'encadrer les fans des Verts, le gouvernement avait mobilisé un staff regroupant des représen-

tants de son ministère et de ceux de la Santé, des Affaires étrangères, de l'intérieur et celui du Tourisme. M. Raouf Selim Bernaoui, indique qu'en plus des quelque 3 000 supporters déjà présents dans la capitale égyptienne, les 28 vols programmés par les compagnies Air Algérie, Tassili Airline et les neuf autres par l'ANP, vont permettre, dit-il, d'acheminer 4 800 autres en échange de «tarifs symboliques» (35 000 DA par personne). Pour répondre à certains qui affirment que certaines régions sont marginalisées par rapport aux autres, il précise que les appareils mobilisés pour la circonstance vont décoller à partir de plusieurs villes du pays, dont notamment celles de Tamanrasset, Illizi, Tindouf,

Béchar, Ouargla, Oued Souf, Biskra, Annaba, Constantine, Sétif, Alger et Oran. Afin d'éviter le précédent de Oum Dorman (Soudan) où s'était déroulée la rencontre Algérie-Egypte, le ministre a assuré que le rapatriement des supporters sera, cette fois, mieux encadré pour permettre leur retour au pays dans les meilleures conditions possibles de l'ensemble des supporters. Ainsi donc, il y aura près de 10 000 Algériens au Caire vendredi prochain, si l'on compte ceux qui sont déjà sur place. Seuls les «heureux gagnants», vont se déplacer au Caire. Les autres se rabattront sur les écrans géants qui devront certainement «peupler» les places et quartiers des villes et villages d'Algérie. S.A.M.

## Pour accomplir les rites du Hadj Arrivée à Médine des premiers groupes de hadjis

Les premiers groupes de hadjis sont arrivés, à l'aube hier, à Médine, pour accomplir les rites du Hadj.

«Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour réserver le meilleur accueil aux hadjis» dans les Lieux Saints, a indiqué, à l'APS, le chef du centre de Médine, Ahmed Slimani.

«Toutes les mesures ont été prises pour assurer une meilleure prise en charge de l'accueil, de l'hébergement, des visites et de la restauration, outre la prise en charge des aspects sanitaire, consulaire, d'orientation et de fatwa», a-t-il affirmé, insistant sur «l'accompagnement des hadjis lors de leur séjour à Médine, où ils passeront six nuits et sept jours, outre la préparation de leur départ vers La Mecque pour accomplir les rites du Hadj, passant par Miqat (Abiar Ali) pour se mettre en état de sacralisation (Ihram).

«Nous rassurons tous les hadjis que nous serons à leur disposition pour leur assurer confort et bien-être», a indiqué à l'APS, le chef du groupe d'hébergement à Médine, Mohamed Mesbah, ajoutant que «les premiers groupes de hadjis, arrivés d'Alger, à 5h30mn (heure saoudienne), sur le vol de la compagnie aérienne saoudienne, ont été hébergés, dans de bonnes conditions, dans un hôtel deux étoiles».

«Nous appelons les hadjis à nous faciliter la tâche, pour réussir à les héberger dans les plus brefs délais», a-t-il précisé, ajoutant que «nous sommes là pour héberger tous les hadjis et assurer leur bien-être, car c'est notre mission, afin de bien représenter notre pays».

Approchés par l'APS, certains hadjis ont exprimé, à l'issue du parachèvement des procédures de leur hébergement, par les responsables de la mission et le service chargé des affaires des hadjis algériens à Médine, leur satisfaction des bonnes conditions et des facilitations garanties.

Ils ont formé le vœu d'accomplir les rites du Hadj dans les meilleures conditions, tout en souhaitant que la sécurité et la paix règnent en Algérie et dans tous les pays musulmans.

A cet effet, Hadja Oum El Khir (62 ans) de la ville de Zéralda (Alger) a exprimé sa joie pour «les facilitations accordées en vue d'assurer le confort et le bien-être aux hadjis, qui sont les ambassadeurs de l'Algérie aux Lieux Saints».

Même impression relevée chez Hadj Bouzidi (58 ans) de la wilaya de Laghouat qui espère que le pèlerinage se poursuivra dans de bonnes conditions.

K. A.

## Stockage des céréales

# Bedoui ordonne la prise en charge des préoccupations des agriculteurs

Le Premier ministre, Nouredine Bedoui, a ordonné, dimanche, la prise en charge immédiate des préoccupations exprimées par les agriculteurs concernant la facilitation des opérations de stockage des récoltes de blé pour cette année qui s'avèrent exceptionnelles, notamment dans l'Est du pays.

Dans ce cadre, les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Industrie ont été chargés de prendre des mesures d'urgence pour l'exploitation des capacités de stockage disponibles sur le territoire algérien et leur mise à disposition du produit national en premier lieu, ainsi que l'accélération de la réalisation des centres de stockage des céréales, indique un communiqué des services du Premier ministre rendu public à l'issue d'un Conseil interministériel élargi, présidé par M. Bedoui.

Il s'agit, en outre, de la nécessité d'assurer

un approvisionnement régulier du marché national en produits alimentaires, énergétiques et en eau potable, d'accélérer la réalisation des projets relevant du secteur des ressources en eau, essentiellement la réalisation de quatre stations d'épuration des eaux usées dans la wilaya de Djelfa, prévues en deux phases 2019 et 2020 et d'améliorer la qualité des eaux potables dans cette wilaya.

Le Premier ministre a instruit d'assurer l'exploitation des capacités nationales de recherche, lors de la réalisation et de la gestion des cinq stations de dessalement en cours de réalisation et la formulation de propositions concernant la rationalisation de la gestion des 11 stations de dessalement opérationnelles pour leur exploitation optimale.

Le Premier ministre a chargé le ministre de l'Agriculture d'activer la dernière décision du

gouvernement portant soutien de la filière d'élevage camelin et caprin au niveau du Grand-Sud et des zones steppiques, à travers la subvention des prix de fourrage, l'accompagnement vétérinaire et la garantie des eaux en faveur des éleveurs de cette richesse animale.

Concernant le secteur industriel, le Premier ministre a chargé les ministres de l'Intérieur et du Travail de revoir les mécanismes de mise à contribution des petites et moyennes entreprises (PME), créées au titre des différents programmes de soutien à l'emploi de jeunes dans la prise en charge de ces prestations et la mise à contribution des collectivités locales, notamment à travers la mise en oeuvre du nouveau cadre réglementaire relatif aux délégations de service public. R. L.

## Il a comparu dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de Mahieddine Tahkout Abdelkader Benmessaoud mis en liberté provisoire

**Le conseiller enquêteur près la Cour suprême à Alger a ordonné la mise en liberté provisoire du ministre du Tourisme et de l'Artisanat et ancien wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud, après avoir comparu hier, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de l'homme d'affaires, Mahieddine Tahkout, a-t-on appris auprès de cette institution.**



Par Rachid Chihab

Pour rappel, en application des dispositions de l'article 573 du Code de procédure pénale, le parquet général près la cour d'Alger avait transmis, le 19 juin dernier, au procureur général près la Cour suprême, le dossier d'enquête préliminaire instruite par la Police judiciaire de la Gendarmerie nationale d'Alger, pour des faits à caractère pénal, à l'encontre de Mahieddine Tahkout et

d'autres mis en cause, dans le volet relatif aux cadres et hauts fonctionnaires.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante qu'un ministre en fonction est placé en liberté provisoire par la justice dans le cadre d'une enquête sur la corruption.

Outre Abdelkader Benmessaoud, plusieurs autres personnes sont poursuivies dans cette affaire, à savoir Ahmed Ouyahia, en sa qualité d'ex-Premier ministre, Abdelghani Zaâlane, en sa

qualité d'ex-ministre des Travaux publics et des Transports, Youcef Yousfi, en sa qualité d'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelkader Zoukh, en sa qualité d'ex-wali d'Alger, Sif El Islam Louh, en sa qualité de wali de Saïda en exercice, Djelloul Boukerbila, en sa qualité d'ex-wali de Saïda, Abdellah Benmansour, en sa qualité d'ex-wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khenfar, en sa qualité de wali d'El Bayadh en exercice et Fouzi Benhocine, en sa qualité d'ex-

wali de Chlef et Skikda.

Compte tenu de leurs fonctions lors des faits reprochés, les concernés bénéficient de procédures de privilège de juridiction consacrées par le texte de loi.

Par ailleurs, le Conseiller instructeur près la Cour suprême a auditionné, lundi, l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane dans le cadre d'enquêtes anti-corruption, indique un communiqué de la Cour suprême.

«Dans le cadre de l'enquête ouverte au niveau de la Cour suprême, le Conseiller instructeur a auditionné, aujourd'hui, Abdelghani Zaâlane poursuivi pour octroi d'indus avantages lors de passation de marché en violation des dispositions légales et réglementaires, abus de fonction par un agent public en violation des lois et réglementations en vigueur, conflit d'intérêts, corruption en matière de passation de marchés publics et dilapidation de deniers publics», précise la même source.

A cet effet, le Conseiller instructeur a ordonné «le placement du prévenu sous contrôle judiciaire avec retrait de son passeport et obligation de se présenter une fois par mois, pour pointer devant le Conseiller instructeur», ajoute le communiqué. **R.C.**

RND

## Session extraordinaire du CN

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) tiendra, samedi prochain à Alger, une session extraordinaire de son Conseil national (CN) qui était prévue le 6 juillet en cours, a annoncé, hier, le même parti.

«Après le report de la session extraordinaire du CN, il a été décidé de l'organiser samedi 20 juillet 2019 au Centre international des conférences (CIC) à Alger, en réponse à la demande de plus des deux tiers des membres du CN», a précisé un communiqué issu de la réunion du Bureau national du RND.

Pour le 21<sup>ème</sup> mardi consécutif

## Nouvelle marche des étudiants

Par Karima Nacer

Pas de répit pour les étudiants. Ils maintiennent la pression pour le départ de tous les symboles du système. Après plusieurs réunions, les étudiants ont voté pour la poursuite de leur mobilisation durant toute la saison estivale, bravant ainsi la chaleur suffocante.

La mobilisation des étudiants est toujours intacte. Ils ont encore une fois investi les rues de la capitale sous un soleil de plomb. Ils ont organisé, hier à Alger, une manifestation pour le 21<sup>ème</sup> mardi consécutif. En effet, les étudiants se sont donné un rendez-vous comme chaque mardi à la place des Martyrs, point de départ de la manifestation. En raison de la fermeture par la police de la Grande-Poste et le tunnel des Facultés, les étudiants ont sillonné les principales rues menant à Alger-Centre, en scandant «Jazair Horra democratia» (Algérie

libre et démocratique). En effet, les étudiants ont emprunté la rue Larbi Ben M'hidi, pour se retrouver au Boulevard Amirouche et sortir par la rue Richelieu et accéder enfin à la place Audin. C'est les seuls chemins tolérés par la police. Car les forces anti-émeutes ont occupé et bloqué le tunnel des Facultés et ont dressé des cordons de sécurité aux entrées principales comme les rues Asselah Hocine, Zighoud Youcef, Hassiba Ben Bouali, le tunnel des Facultés et l'avenue Pasteur.

Drapeaux, banderoles et pancartes en mains, ils ont marché massivement de la place des Martyrs vers la place Audin en clamant dans les rues d'Alger une «Algérie libre et démocratique». Ils ont également scandé «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande», clamaient les manifestants, «La souveraineté au peuple» et «Algérie libre et démocratique».

Il est à relever, par ailleurs, qu'ils étaient moins nombreux à cette marche de protestation en raison de la fermeture des cités universitaires, empêchant ainsi les étudiants de l'Intérieur du pays d'y participer. Mais ils étaient rejoints par des citoyens de tout âge qui étaient parmi la foule de manifestants pour réclamer, pour la énième fois, le changement. «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande», clamaient les manifestants qui soulignent que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système.

Comme à l'accoutumée, dès les premières heures de la matinée, la capitale a été quadrillée par la police. Malgré un dispositif policier impressionnant déployé entre la place des Martyrs et la Grande-Poste, la marche s'est déroulée sans aucun dépassement jusqu'au dispersement des étudiants. **K.N.**

## Entretien entre Boukadoum et son homologue malien

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu, hier à Alger, avec son homologue malien, Tiébilé Dramé, qui effectue une visite de deux jours en Algérie, durant laquelle il remettra un message du président Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

Les entretiens élargis aux membres des deux délégations se déroulent au siège du ministre des Affaires étrangères.

Arrivé dans la matinée à Alger, M. Dramé a été accueilli à l'aéroport international Houari Boumediene par M. Boukadoum.

Dans une déclaration à la presse, le ministre malien a indiqué être porteur d'un message du président malien, Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

«Nous allons continuer les discussions algéro-maliennes entamées précédemment à Bamako entre les chefs de la diplomatie des deux pays», a-t-il notamment dit, faisant part de la volonté des pays de «renforcer davantage leurs relations bilatérales».

Les discussions porteront aussi sur l'accord de paix et de réconciliation au Mali, un processus lancé en 2014, sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie avait été le chef de file.

La visite à Alger de M. Dramé permettra également aux deux ministres de «poursuivre la concertation politique entre les deux pays autour des relations bilatérales et des questions régionales d'intérêt commun».

Ce déplacement en Algérie du chef de la diplomatie malienne intervient à la suite de la visite à Bamako, les 17 et 18 juin dernier, de M. Boukadoum, à l'occasion de laquelle il a coprésidé, avec son homologue malien, la 14<sup>ème</sup> session du Comité bilatéral stratégique (CBS) algéro-malien.

M. Boukadoum a présidé, à l'occasion de cette même visite, la 3<sup>ème</sup> réunion ministérielle du Comité de suivi de l'Accord (CSA) d'Alger. **R. K.**

## Les sociétés égyptiennes disposées à travailler dans des projets concrets

Les sociétés égyptiennes sont disposées à travailler avec leurs homologues algériennes dans des «projets concrets» en Algérie et à l'étranger, a affirmé, lundi à Alger, l'ambassadeur de l'Egypte en Algérie, Aimen Machrafa.

Lors d'une audience que lui a accordée le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, l'ambassadeur a relevé l'excellence des relations de coopération entre les deux pays, en exprimant «l'intérêt et la disposition des sociétés égyptiennes à travailler avec les sociétés algériennes dans des projets concrets en Algérie et en dehors de l'Algérie».

Au cours de l'audience, M. Arkab et l'ambassadeur ont passé en revue l'état des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qualifiées de «très bonnes», a précisé un communiqué du ministère de l'Energie.

Les deux parties ont aussi relevé «les énormes possibilités et opportunités de coopération et d'investissement entre les entreprises des deux pays dans les domaines, notamment de l'électricité, des énergies renouvelables, des hydrocarbures, de la pétrochimie et de la formation».

**R. D.**

Protection des enfants en détresse

# 106 centres d'ici la fin de l'année

**Le réseau national des établissements destinés à la protection et à l'assistance de l'enfance en détresse sera renforcé par des structures en cours de réalisation, dans plusieurs wilayas, pour atteindre les 106 centres à travers le pays d'ici la fin de l'année, a indiqué le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, dimanche, dans un communiqué.**



**A** l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, le ministère de la Solidarité a fait état du renforcement du réseau national des établissements destinés à la

Protection de l'enfance en détresse par deux centres à Mila et El Tarf et de trois autres en cours de réalisation à Oran, Tipasa et Tissemsilt, pour atteindre, d'ici la fin de l'année en cours, un total de 106

centres, à travers le pays.

Dans le cadre des efforts de l'Etat pour la prise en charge de cette catégorie, le nombre des centres de protection des enfants en danger passera de 9 à 29 éta-

blissements, répartis sur deux tranches d'âges (de 6 à 12 ans et de 13 à 18 ans).

De surcroît, le gouvernement a approuvé, lors d'une réunion, un projet de loi fixant les conditions de création des établissements et centres d'accueil de la petite enfance pour une meilleure prise en charge de cette catégorie et la facilitation des procédures auprès de toute personne désirant créer un établissement de ce genre, a précisé la même source.

Le communiqué a fait état également du parachèvement d'un nouveau projet de loi portant organisation de l'activité de famille d'accueil (nourrices et assistantes), de l'examen de l'ensemble des textes d'application relatifs à la loi de 2015, outre la promulgation de deux décrets exécutifs sur six projets de décrets exécutifs dans le cadre de la concrétisation de la réforme juridique sur la protection de l'enfance contre les violences, ajoute la même source.

Au total, 1 041 signalements, parvenant à travers les numéros verts, ont été reçus et traités entre 2018 et le premier trimestre de 2019, et 5 889 enquêtes sociales diligentes, dont 1 041 investigations suite à des signalements concernant des enfants en situation de danger, et 428 mesures prises au profit des enfants ou des familles pour le traitement de la situation de détresse.

En vue d'une meilleure intervention de tous les acteurs concernés par la protection de l'enfance, il a été procédé à l'intégration de la formation en tant que priorité dans le prochain plan regroupant des intervenants sociaux, des cadres des corps de sécurité, des juges des mineurs, des journalistes et le mouvement associatif pour qu'il soit au même niveau d'information et de capacité d'intervention.

R. H.

## La protection de l'enfance, «une responsabilité collective»

**L**a protection de l'enfance «est une responsabilité collective», a estimé, lundi à Alger, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, mettant l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts pour promouvoir et défendre les droits de cette frange.

S'exprimant lors d'une cérémo-

nie organisée à l'Opéra à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant, Mme Cherfi a indiqué que l'Onppe «n'épargne aucun effort en vue de concrétiser l'intérêt suprême de l'enfant, en coordination avec les institutions de l'Etat, les acteurs de la société civile et l'ensemble des intervenants dans ce domaine», affirmant que cette occasion se

veut «une occasion pour rappeler l'impératif respect des droits de l'enfant, ainsi qu'une étape pour évaluer les réalisations».

Rappelant que la célébration de la Journée nationale de l'enfant coïncide avec la promulgation, le 15 août 2015, de la loi relative à la protection de l'enfant, la même responsable a souligné que l'institution

par l'Algérie d'une Journée nationale pour son enfance témoignait de «l'importance de cette catégorie».

Mme Cherfi a fait savoir à cette occasion, que l'Organe «avait, depuis début 2019, pris en charge la protection de 1 400 enfants en danger et ce, en coordination avec les juges des mineurs et des Services en milieu ouvert relevant

du ministère de la Solidarité nationale, à travers des signalements reçus par l'Organe via le numéro vert (1111), le courrier électronique et au niveau du siège de l'organe», appelant à la nécessité d'intensifier les efforts en vue d'inculquer la culture du signalement de toute atteinte aux droits de l'enfant.

R. D.

Secteur agricole

## Convention pour le développement de la recherche scientifique

**U**ne convention a été signée, lundi à Alger, entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Agriculture et une commission sectorielle permanente mise en place pour la coordination et le développement de la recherche scientifique dans le secteur agricole.

La cérémonie d'installation de la commission et de signature de la convention a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, en présence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Belkheir Dadamoussa.

A l'issue de l'installation de la commission permanente, M. Omari a précisé que celle-ci constituait «un nouveau jalon dans l'édifice de développement du monde agricole (forêts et pêche)» et «le couronnement d'un long processus global visant à assurer une participation effective dans la gestion, le suivi et l'évaluation des activités de recherche scientifique dans le secteur en vue de cerner et lever les lacunes et définir les perspectives

de la recherche scientifique dans le domaine agricole».

Pour le ministre, l'installation de cette commission vise aussi à «cristalliser les efforts par la promotion, la coordination et l'évaluation des activités et aboutir à la mise en place d'une stratégie de développement de la recherche, d'appui à la formation des chercheurs, d'amélioration de leurs compétences et de vulgarisation des résultats de la recherche scientifique au service du développement du monde agricole».

Le ministre de l'Agriculture a estimé que «les enjeux en matière de développement agricole, de développement des systèmes de production et de consommation et de réduction de la dépendance dans plusieurs filières nous imposent de trouver les meilleures voies qui permettent de continuer à hisser la production et la productivité au moyen de la technique et de l'innovation scientifique», soulignant que «l'option stratégique de modernisation de l'agriculture en Algérie n'est pas nouvelle, car elle sous-tend tout acte de développement».

Concernant la convention de coopération,

M. Omari a indiqué qu'elle s'inscrivait dans le cadre de «l'appui aux systèmes de recherche et de développement y compris l'orientation agricole devenue impérative vu les nouveaux besoins des producteurs et différents opérateurs économiques dans la conjoncture actuelle marquée par la mondialisation de l'économie, notamment agricole outre la libération des marchés, la privatisation et la décentralisation».

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué que l'installation de cette commission et la signature de la convention de coopération «est un tournant décisif pour consolider la coopération étroite et hisser la coordination sectorielle», ce qui permet de «renforcer la relation entre les centres et unités de recherche scientifique avec le secteur économique et social».

Il a insisté sur l'impératif de «valoriser les résultats de la recherche scientifique et de moderniser l'agriculture à travers l'utilisation de l'outil numérique pour rationaliser l'exploitation des terres agricoles, rationaliser l'utilisation des eaux et des engrais, adapter

la mécanisation agricole et passer progressivement au mode de l'agriculture de précision».

De son côté, le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels a indiqué, que son secteur veille à ouvrir la formation dans de nouveaux métiers dans le domaine de l'agriculture «en adaptation avec les derniers développements», soulignant la nécessité de «mettre en application les résultats de la recherche scientifique pour concrétiser l'efficacité et réaliser un développement durable, à travers l'intensification de la coordination entre les différents secteurs».

A cette occasion, le directeur de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur, Abdelhafid Aoueg, a relevé «le manque de chercheurs permanents dans le domaine de l'agriculture et des sciences agricoles», précisant que «300 chercheurs permanents activent actuellement dans six instituts, outre 2 800 chercheurs qui exercent dans les laboratoires et unités de recherche scientifique».

B. H.

Situation politique en Algérie

# L'attractivité du secteur des hydrocarbures n'a pas pris une ride

**Les compagnies étrangères continuent à accorder un intérêt particulier au marché algérien des hydrocarbures, désavouant ainsi les «analyses» misant sur un «désinvestissement» éminent dans ce secteur en réaction à la situation politique du pays.**



Algérie dans le Onshore, les Offshore, les énergies renouvelables et la pétrochimie.

Le ministre de l'Énergie avait également reçu le P-DG de la compagnie espagnole Naturgy, Francisco Reynes pour discuter sur les voies et moyens de consolider davantage le partenariat entre Sonatrach et Naturgy de façon à permettre aux deux groupes de sauvegarder leurs intérêts communs.

L'Indonésie a elle aussi, affiché son attachement au marché énergétique algérien puisque sa société publique des hydrocarbures, PT Pertamina a récemment rendu public un plan de croissance en Algérie, en prévoyant une hausse de 10% de la production pétrolière et gazière, avant la fin 2020.

Reda A.

## Léger rebond du prix du pétrole après sa baisse de la veille

■ Les prix du pétrole rebondissaient légèrement mardi après leur baisse de la veille et alors que la production dans le Golfe du Mexique redémarrait progressivement après le passage de la tempête Barry. Vers 09H45 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 66,61 dollars à Londres, en hausse de 0,20% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 0,22%, à 59,71 dollars.

Lundi, "le baril de WTI est tombé sous les 60 dollars alors que les raffineries dans le Golfe du Mexique ont relancé la production" après le passage de la tempête tropicale Barry, a expliqué Ipek Ozkardeskaya, analyste pour London Capital Group.

Selon les derniers chiffres de l'agence américaine BSEE, publiés lundi, l'équivalent de 69% de la production locale étaient encore en suspens, contre 73% dimanche.

Mais selon Tamas Varga, analyste pour PVM, «la croissance de la demande mondiale de pétrole et les (tensions) géopolitiques soutiennent les prix», dans un contexte «d'incertitudes autour du marché du pétrole».

«La hausse de la production américaine de pétrole de schiste et l'affaiblissement attendu de la demande mondiale devraient continuer de peser sur les prix», a, de son côté, estimé M. Ozkardeskaya. H. L.

En situant le partenariat et le respect des engagements au cœur de sa stratégie de développement énergétique, l'Algérie a su conserver ses clients traditionnels et en attirer de nouveaux, même durant les pires périodes qu'elle a eu à traverser.

Les mois ayant suivi le 22 février, date du soulèvement populaire pacifique pour la démocratie et le changement du régime, ont enregistré la signature de plusieurs contrats de grande envergure entre l'Algérie et des pays partenaires.

Ces accords portant, notamment sur la fourniture de gaz naturel liquéfié, sur de longues durées, constituent une preuve supplémentaire de l'efficacité de la stratégie énergétique de l'Algérie et de l'intérêt suscité par son marché, en général, et celui des hydrocarbures, en particulier.

Cela a été clairement exprimé par le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, qui avait déclaré dans un entretien à l'APS, qu'en dépit de la crise politique en Algérie, les projets en cours dans le domaine de l'énergie continuaient de fonctionner normalement, précisant qu'«aucun désengagement» des partenaires de l'Algérie n'a été enregistré.

Parmi les partenaires traditionnels, figure l'Italie, un pays européen qui ne cesse de réaffirmer

son attachement à promouvoir davantage sa coopération avec l'Algérie, notamment dans le domaine de l'énergie.

C'est dans cet objectif que le 16 mai dernier, un accord a été signé entre le groupe Sonatrach et l'italien ENI pour le renouvellement de leur contrat vente/achat de gaz naturel à long terme destiné au marché italien, et pour définir les nouvelles conditions pour la poursuite du partenariat relatif à l'exploitation du système de transport TMPC.

Tout récemment encore, Sonatrach et le groupe italien Eni ont également exprimé leur volonté d'accélérer le développement de leurs nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord, située dans le sud algérien.

Plus d'un mois après, le 26 juin dernier, Sonatrach avait, par ailleurs, signé un accord avec le groupe énergétique italien Ente nazionale per l'energia elettrica (Enel) pour le renouvellement de leur contrat de vente/achat de gaz naturel pour une durée de 10 ans.

Étalé sur huit ans avec deux ans supplémentaires optionnelles, ce contrat assure à l'Italie un approvisionnement en gaz naturel algérien à raison de 3 milliards de m<sup>3</sup> par an.

De l'avis même des responsables algériens et leurs homo-

logues italiens, la signature de ces accords constitue une franche reconnaissance de la «fiabilité» de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz à l'Europe du Sud.

### Un vif intérêt exprimé par une pléthore de pays

Un autre pays européen, le Portugal, veut lui aussi préserver sa place de «partenaire stratégique» de l'Algérie. Cette volonté s'est traduite par la signature, en juin dernier, d'une série d'accords entre Sonatrach et la Société pétrolière et gazière portugaise Galp Energia relatifs à l'approvisionnement en gaz naturel algérien du marché portugais pour un volume de 2,5 milliards m<sup>3</sup> par an.

En vertu de ces accords, la compagnie nationale des hydrocarbures et le portugais, Galp, prolongent d'une durée de 10 années supplémentaires leur partenariat historique.

De leur côté, les Etats-Unis, une puissance mondiale en phase de passer d'un statut de consommateur à celui d'exportateur, désirent renforcer leur coopération économique avec l'Algérie, notamment dans le secteur de l'énergie.

En effet, le groupe américain KBR avait signé, le 22 mai dernier avec Sonatrach et Cepsa un contrat pour le réaménagement du champ Rhoudé el Khrouf (RKF),

au sud-ouest de Hassi Messaoud.

Le contrat en question porte sur la fourniture d'ingénierie de base (BED) et d'ingénierie d'avant-projet détaillé (Feed).

Dans ce même sens, la visite en Algérie d'un haut responsable de l'Agence américaine du commerce et du développement (Ustda), en juin dernier, s'inscrit dans les efforts des Etats-Unis pour "nouer des partenariats avec des Algériens dans le domaine du développement économique.

C'est le directeur régional du secteur de l'Énergie de l'Ustda pour l'Asie orientale, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Eurasie, Carl B. Kress qui s'était rendu Alger du 26 au 28 juin 2019, pour y rencontrer, notamment les P-dg des groupes Sonatrach et Sonelgaz, avait fait savoir l'ambassade des Etats-Unis en Algérie dans un communiqué.

De nombreux autres pays comme la France et l'Espagne ont, eux aussi, fait part de leur «volonté indéfectible» d'œuvrer à développer un partenariat pragmatique avec l'Algérie dans le secteur de l'Énergie et pas seulement.

Lors d'un entretien, en mai dernier, entre le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, et le P-DG du groupe français Total, Patrick Pouyanné, que cette volonté a été mise en évidence. Les deux parties avaient, notamment abordé les projets futurs à réaliser en

## Le panier de l'Opep recule à 66,79 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé lundi à 66,79 dollars le baril, contre 67,36 dollars vendredi dernier, a indiqué mardi l'Organisation pétrolière sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light

(Nigéria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lundi, le marché pétrolier restait inquiet face aux surplus attendus.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 67,12 dollars à Londres, en hausse de 0,60% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 0,30%, à 60,39 dollars.

«La décision de l'Opep et ses alliés au début du mois de prolonger de neuf mois leur accord de réduction de la production pour soutenir les

prix ne changeait pas la perspective d'un marché «excédentaire», avait estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel publié vendredi».

L'agence a précisé que ses derniers chiffres «font apparaître un surplus mondial au deuxième trimestre 2019 de 0,5 million de barils par jour, contre auparavant une prévision de déficit de 0,5 millions». L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses 10 alliés, à leur tête la Russie, sont engagés dans un accord de baisse volontaire de leur production pour soutenir les prix du pétrole.

T. K.

GNL

# L'Algérie possède les potentialités pour exporter vers l'Asie

Les potentialités de l'Algérie, qui vient de prolonger ses contrats gaziers avec l'Europe via, notamment l'Italie et l'Espagne, lui permettent d'exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Asie et l'Afrique, a indiqué hier, le spécialiste des questions énergétiques, Mustapha Mekidèche.



« Le renouvellement des contrats gaziers de long terme avec les pays européens, notamment avec les deux premiers clients, l'Espagne et l'Italie, est une bonne nouvelle, car elle consolide nos parts de marché dans cette région du monde », a déclaré M. Mekidèche à l'APS.

Selon lui, l'Algérie devrait penser désormais à intégrer le marché asiatique et à renforcer sa présence sur le marché africain des hydrocarbures, notamment pour ce qui est du GNL.

Cela nécessite, néanmoins, un élargissement des réserves nationales et une augmentation de la production en gaz naturel conventionnel et non conventionnel afin de sécuriser les engagements du pays vis-à-vis de ses clients étrangers et d'assurer la sécurité énergétique nationale.

M. Mekidèche a recommandé également une levée des « contraintes » pesant

encore sur le secteur de l'énergie à travers une nécessaire « stabilisation » du management et une révision de la loi sur les hydrocarbures, notamment.

Interrogé sur le retard accusé par l'Algérie dans la réalisation de sa transition énergétique, il a tenu à souligner que les fondamentaux de cette transition avaient « tous de gros retards dans leur mise en oeuvre ».

Il s'agit de la rationalisation du modèle de consommation énergétique par une politique tarifaire appropriée, qui permet d'éviter le gaspillage et la fuite aux frontières du fait de prix relatifs asymétriques avec les pays voisins, ainsi que l'efficacité énergétique à la fois dans l'industrie, les transports et l'habitat.

Il a également évoqué, dans ce même sens, l'impératif développement des énergies renouvelables, notamment l'électro-solaire pour l'essentiel.

Concernant la rationalisation du modèle

de consommation énergétique, M. Mikidèche a déploré le fait qu'« à ce jour, aucun gouvernement (algérien) n'a pris le risque de questionner sérieusement la structure obsolète des prix de l'énergie, que ce soit l'électricité ou les carburants », ajoutant que « les seuls ajustements opérés à ce jour ne sont que marginaux ».

S'agissant de la promotion des énergies renouvelables, il a expliqué le retard accusé dans la mise en oeuvre du programme national de développement de ces énergies propres par un problème d'ordre technologique puisque la proportionnalité entre le concentré solaire, sur lequel est basé le programme, et les conditions de stockage de l'énergie produite fait défaut.

Pour ce qui est de la seconde raison de ce retard, il a évoqué la contrainte de financement et l'exigence d'intégration nationale qui augmentent les coûts.

« A l'inverse, la diminution significative

des coûts de production dans le photovoltaïque rend la faisabilité des opérations décentralisées plus rapide et plus facile, mais sans production de masse d'énergie électro-solaire », a-t-il soutenu.

Rappelant qu'à ce jour, plus de 95% de la génération de l'électricité en Algérie provenaient du gaz naturel, M. Mekidèche a estimé que le passage significatif à l'électricité à partir du solaire doit être encouragé même si cela nécessite du temps.

« En attendant, construisons les capacités scientifiques, technologiques et industrielles qui permettront à notre pays d'être, non seulement consommateur et exportateur, le cas échéant, d'énergies renouvelables, mais avec un taux d'intégration significatif », a-t-il avancé.

L'expert a tenu à rassurer qu'il n'y avait pas qu'en Algérie où le développement des énergies renouvelables n'avancait pas au rythme souhaité.

Il a cité, à ce titre, le cas de l'Allemagne où le charbon existe toujours et de la France où l'électronucléaire se maintiendra jusqu'à 2050, en vertu de leurs lois sur la transition énergétique.

Les Etats-Unis, eux aussi, maintiennent un rythme élevé dans leurs productions d'hydrocarbures conventionnels et non conventionnels. On le voit également dans la hausse de la demande mondiale en gaz naturel qui a progressé en 2018 à un taux, jamais atteint, de 5%, a-t-il fait savoir.

L. T.

Marque Mercedes Benz

## Livraison de 485 véhicules multifonctions

Quelque 485 véhicules multifonctions, types et volumes ont été livrés lundi par la Société algérienne de fabrication de véhicules Mercedes Benz (Safav-MB) de Aïn Bouche kif (Tiaret) relevant du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le directeur général de la société de distribution et des services après-vente (SUV) de la marque Mercedes Benz, Hamoud Tazourti, qui a signé le protocole de livraison a souligné, à cette occasion, que « 335 véhicules légers ont été remis à la direction centrale du matériel du MDN, 115 autres à la direction générale de la Sûreté nationale, 24 véhicules dont 12 légers d'extinction des feux à la direc-

tion générale de la Protection civile et le reste a été remis aux filiales de Sonatrach et à des clients privés ».

Le même responsable a également déclaré que « la SUV de véhicules Mercedes Benz prépare l'ouverture d'unités de maintenance, de distribution et de services après-vente par l'exploitation des structures relevant de la Snvi dans les wilayas de Sétif, Oran, Ouargla et Béchar, comme première étape, outre l'agrément de 15 concessionnaires qui assureront la vente de produits et pièces de rechange, des services après-vente à travers le territoire national ».

Pour sa part, le directeur général de la

Safav-MB de Aïn Bouche kif, Karim Kharroubi, a souligné que la société a lancé, depuis avril dernier, la production d'un nouveau modèle Sprinter VS 30 qui sera commercialisé avant la fin de ce mois de juillet courant.

La production de ce genre de véhicules a nécessité l'élargissement de la chaîne de production et l'intégration de l'automatisme dans l'installation.

La production de cette nouvelle marque, lancée en fabrication en Allemagne en 2018, se fait à 100 % à l'usine de Tiaret et a nécessité le recrutement de 150 nouveaux agents.

K. L.

Elle risque d'entraver son fonctionnement

## L'OMC traverse une « crise profonde »

La commissaire européenne, Cecilia Malmström, a prévenu hier, que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) traverse « une crise profonde » et souligné les risques de paralysie de son organe de règlement des différends (ORD) d'ici la fin de l'année.

« L'organisation se trouve dans une crise profonde. Nous devons le reconnaître », a affirmé la commissaire européenne

au Commerce lors d'un débat consacré aux 75 ans des accords de Bretton Woods à la Banque de France, à la veille d'une rencontre des ministres des Finances du G7 à Chantilly (Oise).

« Si l'ORD est bloquée, ce qui aura probablement lieu en décembre, du moins temporairement, nous n'aurons plus de surveillance » des accords commerciaux, a-t-elle poursuivi.

« Si nous n'avons plus de

règles, chacun pourra, dès lors, faire ce qu'il veut et ceci sera très mauvais, principalement pour les petits pays et ceux en développement » a-t-elle ajouté, réitérant son appel à réformer l'OMC.

Les Etats-Unis refusent depuis des mois d'approuver la nomination de nouveaux juges à l'ORD, souvent surnommé la Cour suprême du commerce mondial, qui pourrait ainsi se retrouver paralysé en décembre,

date à laquelle, en raison des départs prévus, l'organe d'appel n'aura plus suffisamment de juges pour fonctionner.

Cet organe est chargé de trancher les conflits commerciaux, portant par exemple sur des subventions indues ou encore des barrières réglementaires injustifiées, ayant pour conséquence de restreindre l'accès au marché d'un ou plusieurs Etats membres.

H. F.

Automobile

## Recul de 6,7% des ventes de Renault

■ Les ventes mondiales du groupe français Renault ont baissé de 6,7% au premier semestre, à 1,9 million de véhicules, mais le constructeur automobile, freiné par des vents contraires dans plusieurs pays émergents, est parvenu à maintenir ses parts de marché, selon un communiqué publié mardi.

Le groupe français, qui inclut les marques Dacia, Lada, Samsung Motors et Alpine, a notamment été touché par l'arrêt des ventes en Iran, lié aux sanctions américaines réintroduites en août 2018, par des difficultés commerciales en Chine et par la crise en Argentine et en Turquie. Mais le directeur commercial, Olivier Murguet, se montre confiant et table sur un rebond pour la deuxième partie de l'année.

« Sur le deuxième semestre, on devrait être en légère progression sur les volumes par rapport à l'année dernière sous l'effet de nos lancements produits », a-t-il déclaré lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes.

Disant prévoir un marché « stable » sur les six derniers mois de 2019, après une baisse de 7,1% de janvier à juin, M. Murguet estime que plusieurs nouveaux modèles en Russie, Inde et Chine « vont aider Renault à faire croître ses parts de marché légèrement ».

H. L.

Selon une étude

# Les vapoteurs fument moins de cigarettes, mais rechutent plus

Les fumeurs qui utilisent la cigarette électronique ont tendance à diminuer leur consommation de tabac et à davantage tenter d'arrêter que les autres fumeurs, mais la vape est aussi associée à une plus grande probabilité de rechute, conclut une étude publiée lundi.



**D**epuis l'essor de la e-cigarette, à la fin des années 2000, de nombreuses études cherchent à déterminer s'il s'agit d'une aide efficace ou non à l'arrêt du tabac.

Pour tenter de répondre à cette question, l'équipe de Ramchandar Gomajee, chercheur à l'Inserm et à l'université Paris-Sorbonne, a suivi pendant près de deux ans 5 400 fumeurs quotidiens et 2 025 anciens fumeurs appartenant à la cohorte Constances, vaste enquête de santé publique française qui suit 200 000 volontaires âgés de 18 à 69 ans.

Résultat, à la fin de la période observée, les fumeurs-vapoteurs fumaient en moyenne 4,4 cigarettes de moins par jour, alors que les fumeurs n'utilisant pas la cigarette électronique n'avaient diminué leur consommation quotidienne que de 2,7 cigarettes, selon leurs résultats, publiés dans la revue améri-

caine *Jama Internal Medicine*.

Par ailleurs, les adeptes de la vape étaient 67% plus nombreux à avoir essayé d'arrêter de fumer au moins une fois. Ceux qui utilisaient ce dispositif depuis plus d'un an étaient même deux fois plus nombreux à avoir tenté un arrêt du tabac.

En revanche, «parmi les anciens fumeurs, l'usage de la cigarette électronique est associé à une probabilité plus élevée de recommencer à fumer».

Parmi les 2 025 «anciens fumeurs» au moment du début de l'étude, ceux qui utilisaient régulièrement la cigarette électronique ont, en effet, été 70% plus nombreux à reprendre le tabac que les autres ex-fumeurs.

Les auteurs de l'article reconnaissent que leur recherche présente certaines faiblesses. Ainsi, ils ne disposaient pas d'information sur la motivation des utilisateurs de e-cigarettes.

Impossible donc d'affirmer qu'ils s'en servent avec l'intention de diminuer ou d'arrêter la cigarette, même si d'autres travaux ont montré que c'est généralement le cas.

Si cette étude ne permet pas de conclure que le vapotage est efficace pour arrêter durablement la cigarette, elle établit que la e-cigarette peut «aider les individus à diminuer leur consommation de tabac et à démarrer un arrêt du tabac», ajoutent-ils, soulignant le nombre important de participants et la durée du suivi. Selon les chiffres de Santé publique France, 3,8% des Français utilisaient quotidiennement la cigarette électronique en 2018. Ce dispositif est désormais choisi par plus du quart des fumeurs (27%) comme aide à l'arrêt du tabac, devant les substituts nicotiques (patches, gommes, etc/18%), plus de la moitié tentant eux d'arrêter sans aucune aide.

R. A.

Les médecins tirent la sonnette d'alarme

## Pénurie de médicaments en Belgique

Plusieurs médecins belges ont tiré lundi la sonnette d'alarme sur l'importante pénurie de médicaments qui touche actuellement le plat pays, déplorant près de 500 médicaments indisponibles actuellement en Belgique.

«La liste de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) compte 497 médicaments manquants en Belgique et cette situation pourrait durer des mois, voire des années», ont-ils mis en garde sur les colonnes du journal *Le Soir*, mettant en cause notamment l'industrie pharmaceutique.

Pour les médecins belges, «une disponibilité suffisante des médicaments relève de la responsabilité de l'industrie pharmaceutique». Les firmes pharmaceutiques sont «soumises à des impératifs de rentabilité forts», toutefois, elles sont appelées à réfléchir de manière concertée à une solution globale à ce problème «majeur» au niveau européen, et ce en coordination avec les autorités compétentes, ont-ils souligné.

«Nous insistons aussi pour le maintien sur le marché de molécules bon marché, parfois non rentables économiquement, mais qui sont indispensables au traitement de nos malades», ont plaidé ces professionnels de la santé.

La pénurie de médicaments peut entraîner «des convalescences plus longues, des séquelles plus lourdes, ainsi que des décès supplémentaires», ont-ils averti, appelant à la mise en place de mesures efficaces afin d'endiguer ce problème.

K. F.

Lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

## Le Fonds mondial accorde au Tchad 38 millions d'euros

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a accordé au Tchad deux subventions d'un montant de 25 milliards de francs CFA (environ 38 millions d'euros) pour une période de cinq ans, a annoncé le ministre tchadien de la Santé publique, Aziz Mahamat Saleh.

Cet aide permettra de faire passer le nombre de personnes séropositives sous antirétroviraux à 81.390 fin 2021, soit un taux de couverture de 67%, de traiter 6.390 femmes enceintes séropositives afin de prévenir la transmission du VIH/sida à leurs nouveaux-nés (soit un taux de couverture de 83%) et de dépister et traiter 19.261 cas tuberculeux d'ici 2021, a détaillé M. Saleh.

Les subventions vont contribuer au renforcement du système de santé, notamment en finançant en partie le plan national de transformation de la chaîne d'approvisionnement et le système d'information de gestion logistique et d'automatiser la collecte des données programmatiques dans une dizaine des provinces du pays, selon le ministre.

Au Tchad, le taux de prévalence du VIH observé lors de l'enquête démographique et de santé de 2017 dépassait les 3%.

H. M.

ONU

# La couverture vaccinale contre les maladies mortelles stagne dans le monde

**L**es efforts visant à accroître la couverture vaccinale contre les maladies mortelles stagnent, a indiqué lundi l'ONU, «très inquiète» en particulier face à l'épidémie de rougeole.

Dans son rapport annuel sur les taux globaux de vaccination, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) montrent qu'en 2018 près de 20 millions d'enfants n'ont pas reçu les vaccins susceptibles d'éviter des maladies mortelles.

«Ce qui signifie que plus d'un enfant sur 10 ne reçoit pas la totalité des vaccins dont il a besoin», a expliqué la directrice du département immunisation et vaccins à l'OMS, Kate O'Brien.

Mme s'exprimait lors de la présentation du rapport annuel sur les vaccinations.

Pour la première fois, les statistiques annuelles de l'ONU prennent en compte le vaccin contre les papillomavirus humains (HPV), qui permet de protéger contre le cancer du col de l'utérus.

L'an dernier, 90 pays - pour la plupart des pays riches - ont intégré le HPV dans leur programmes nationaux, ce qui signifie que le vaccin est disponible pour une fille sur trois dans le monde, selon l'ONU, estimant qu'il y a une «dangerouse stagnation des taux de vaccination dans le monde, due aux conflits, aux inégalités et à une complaisance».

Le taux de couverture mondial pour la vaccination de base contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTP) ainsi que la rougeole stagne depuis 2010, à 86%.

Ce taux reste «élevé, mais «insuffisant»,

selon l'ONU, inquiète face notamment à l'ampleur de l'épidémie de rougeole.

L'an dernier, 350 000 cas de rougeole ont été signalés dans le monde, soit plus du double qu'en 2017.

Toutefois, les cas de rougeole dans le monde ont été multipliés par quatre au premier trimestre 2019 par rapport à la même période de l'an dernier, selon l'Organisation onusienne.

«Les raisons de ces épidémies sont très diverses, mais la cause première est que des enfants vivent dans des communautés où le vaccin antirougeole est insuffisant et les enfants eux-mêmes individuellement non immunisés», a déclaré Mme O'Brien, pointant la «prolifération des fausses informations» sur ce vaccin.

L. R.

El Bayadh

# Vaccination de plus de 830.000 têtes du bétail



**Plus de 830.000 têtes du bétail (ovins et caprins) ont été vaccinées dans la wilaya d'El Bayard contre la peste des petits ruminants, a-t-on appris lundi de l'inspection vétérinaire de la wilaya.**

**L'**opération de vaccination, lancée depuis février dernier, a vu la mobilisation de 88 vétérinaires des secteurs privé et public et a touché à ce jour 2.800 éleveurs et maquignons des communes de la wilaya.

Les services vétérinaires ont fourni des quantités suffisantes de vaccins dépassant 1,5 million doses en vue de vacciner un plus grand nombre possible de têtes du bétail pour prémunir le bétail contre cette zoonose. A noter que la wilaya recense un important patrimoine animalier de 2 millions de

têtes d'ovins et de plus de 225.000 têtes de caprins.

Lors de l'opération de vaccination, qui se poursuit, des conseils et des orientations préventives sont prodigués aux éleveurs sur les voies et moyens d'éviter cette maladie et d'empêcher sa propagation en cas d'épidémie.

La même période a également enregistré une vaste campagne de vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse où 12.000 têtes ont été vaccinées chez 1.300 éleveurs de la wilaya. Quelque 20.000 doses de vaccins sont fournies sachant que le nombre de têtes bovines dans la wilaya est estimé à 23.000.

Dans le même contexte et en prévision de l'Aid El Adha, les services vétérinaires ont élaboré un large programme d'intensifi-

cation de l'opération de contrôle et de sensibilisation à travers différents marchés hebdomadaires du bétail de la wilaya, à l'instar des marchés d'El Bayadh et de Bougtob qui sont parmi les plus grands marchés du bétail en Algérie, ainsi que les marchés de proximité qui seront ouverts à cette occasion.

Cette campagne, encadrée par des vétérinaires, prévoit le contrôle de la santé du bétail mis en vente en donnant des conseils aux citoyens sur les conditions sanitaires pour choisir les moutons du sacrifice.

Des sorties sur le terrain sont prévues aux abattoirs répartis à travers la wilaya pour contrôler le respect des conditions d'abattage et d'hygiène, a-t-on fait savoir.

H. K.

Saïda

## Une superficie de 1.100 hectares sera bientôt attribuée pour l'arboriculture

**U**ne superficie de 1.100 hectares de terres steppiques dans la wilaya de Saïda sera "bientôt" attribuée au groupe public "Madar" pour son exploitation dans la plantation d'arbres fruitiers, a-t-on appris lundi du wali de Saïda Louh Seif.

"Une superficie de 1.100 hectares de terres steppiques sera attribuée au groupe public Madar dans le cadre de la concession pour son exploitation dans le cadre de l'investissement agricole", a indiqué M. Louh, lors de la réunion du comité de wilaya des investissements.

Le même responsable a indiqué que les 1.100 ha attribués à ce groupe public permettront de "contribuer de manière efficace à la création de richesses et de postes d'emploi au profit des jeunes".

Le wali a précisé que la superficie en question, située dans la commune de Sidi Ahmed, est dotée de toutes les conditions nécessaires permettant la concrétisation des projets d'investissement dans le domaine agricole, notamment l'eau et l'électricité.

D'autre part, il est prévu que les activités du groupe Madar soient élargies à d'autres activités agricoles à même de participer de manière positive à développer le secteur dans la wilaya.

De son côté, Benteffifa Mohamed Amine, représentant du groupe Madar, a indiqué, dans son exposé sur les projets d'investissement du groupe, que la concrétisation de ces projets a pour objectif la réduction de la facture de l'importation, notamment en ce qui concerne les récoltes stratégiques comme la production de céréales et du lait.

Dans ce cadre, le même responsable a indiqué que son groupe œuvre à réaliser des périmètres au niveau de plusieurs wilayas du pays pour y lancer différents projets d'investissement, notamment dans la production végétale et animale.

H. K.

Oran

## Réception de lycées et CEM avant la prochaine rentrée scolaire

**L**e secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran sera renforcé par la réception de 5 lycées et 8 CEM outre des groupes scolaires avant la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris lundi de la direction de wilaya des équipements publics.

Ces lycées d'une capacité chacun de 1.000 places ont été réalisés dans les nouvelles cités d'habitation de Misserghine, Oued Tlélat et Ain El Beida (Es Sénia). Les CEM d'une capacité de 13 à 17 classes chacun se trouvent dans les communes de Hassi Bounif, Sidi Chahmi, Oued Tlélat, El Mohgoun (Arzew) et Ain El Beida (Es Sénia).

Les 20 groupes scolaires du cycle primaire sont également réalisés à travers différentes régions de la wilaya.

Il est prévu la réception avant la fin de l'année en cours d'un autre lot de projets d'établissements scolaires qui connaissent un taux d'avancement appréciable, dont 3 lycées.

A noter que ces structures éducatives sont réalisés par la direction des équipements publics, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), l'entreprise nationale de promotion immobilière et l'agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL).

T. O.

Protection de l'environnement

## 30 étudiants de l'Est du pays en formation

**L**es techniques de sensibilisation en ligne à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles, principalement la biodiversité et les écosystèmes de la région sont au centre d'une formation dispensée, depuis quelques jours, à El Tarf, au profit de 30 étudiants de l'Est du pays, a indiqué lundi le directeur local de l'environnement.

Destinée à la sensibilisation à la protection des ressources naturelles, de plus en plus ciblées par différents facteurs de pollution, fragilisant ce potentiel et réduisant sa valeur écologique, cette session de formation est proposée par la direction locale de l'environnement en coordination avec l'université, dans le cadre du programme de coopération GENBI, a indiqué, Nourredine Chouali.

La trentaine de jeunes étudiants, représentants les universités d'El Tarf, Guelma et Skikda est invitée à renforcer leurs connaissances dans les domaines de la biodiversité et de la valeur économique des services rendus par les écosystèmes.

Durant leur formation, les étudiants devront acquérir "une meilleure maîtrise des méthodologies" de valorisation de ces services et un accès pratique aux "tech-

niques de communication digitales et de montage d'action de sensibilisation en ligne", a-t-il assuré.

Lancée au lendemain de la célébration de la journée internationale de l'environnement, cette "école d'été" se poursuivra jusqu'au mi septembre prochain afin de permettre aux apprenants, sélectionnés sur la base de leurs motivations, une "meilleure maîtrise des outils de sensibilisation par le net", a-t-on signalé.

Les ateliers -formations seront alternés entre formations théoriques en atelier et mise en situation pratique sur le terrain au niveau du PNEK (parc nationale d'El kala) et de la future aire protégée "les Monts de l'Edough", a-t-on affirmé de même source.

Entre autres facteurs de nuisance à l'environnement et de menace aux écosystèmes à laquelle est en permanence exposée de cette région de l'extrême Nord Est du pays, et imposant protection, le même responsable a cité entre autres la croissance continue des grandes agglomérations urbaines, l'industrialisation et l'extension des infrastructures entraînant de graves dommages environnementaux et menaçant la diversité biologique.

La croissance démographique et éco-

nomique et le changement climatique vont encore aggraver à l'avenir la pression sur les écosystèmes et sur la diversité des espèces, a-t-il averti en signalant que pour inverser cette tendance, il est indispensable d'améliorer la gouvernance environnementale et renforcer la mise en œuvre des plans déjà existants et à venir dans ce domaine.

M. Chouali a également relevé que le soutien des actions locales, par le biais du net, à travers l'engagement de jeunes dans la protection de la biodiversité et à transmettre le message aux populations locales est l'objectif recherché à travers cette formation en ligne.

Des stagiaires de la wilaya d'El Tarf, participants à cette formation ont indiqué que le net est devenu l'outil "incontournable" pour cibler le plus grand nombre de citoyens. En plus d'une opération de restauration des écosystèmes après les dégâts subis par les incendies, les étudiants ayant pris part à cette formation, participeront, aux côtés de groupes d'élèves du cycle moyen et de jeunes scouts, à une campagne de reboisement dans la région, et ce, au terme de cette formation baptisée école d'été, a-t-on signalé.

K. T.



# CONFLITS ▶▶

Syrie

## Les combats s'intensifient à Idleb aggravant la situation humanitaire

**Les combats se sont intensifiés dans la régions d'Idleb entre forces gouvernementales et groupes terroristes faisant craindre une dégradation de la situation humanitaire dans cette région du nord-ouest de la Syrie.**



dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire tenu par les Forces démocratiques syriennes (FDS) au nord-est de la Syrie.

### Eradiquer le terrorisme et préserver l'intégrité territoriale

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, l'un des soutiens de Damas, a réaffirmé l'importance d'éradiquer le terrorisme en Syrie et de préserver l'intégrité territoriale de ce pays. S'exprimant lors d'une récente conférence de presse tenue à Moscou conjointement avec le Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération islamique, Yousef Al-Othaimeen, le chef de la diplomatie russe a réaffirmé la «nécessité d'éradiquer le terrorisme à Idleb». Réagissant, de son côté, à la persistance de la crise en Syrie et notamment la détérioration de la situation sécuritaire au nord du pays, une source autorisée au ministère des Affaires Etrangères a renouvelé la solidarité de l'Algérie avec le gouvernement et le peuple syriens, louant au passage les efforts déployés et les sacrifices consentis pour le retour de la paix et de la sécurité et le rétablissement de la souveraineté de ce pays frère et de son peuple sur l'ensemble du territoire syrien. L'Algérie a, en outre, déploré l'intervention militaire étrangère dans la région d'Idlib, estimant que cette intervention, outre le fait qu'elle attente au principe de bon voisinage et au respect de la souveraineté des Etats, est de nature à faire durer la crise dont pâtit depuis des années ce pays et à compromettre les chances d'un règlement par le dialogue politique de la crise en Syrie. **R. I.**

**A**u cours des dernières semaines, les régions d'Idleb et de Hama ont enregistré les plus violents combats depuis un accord conclu en septembre 2018 entre la Russie, qui appuie les forces gouvernementales syriennes dans le combat contre les groupes terroristes et la Turquie. Les affrontements entre les forces syriennes et le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) ont fait au moins 120 morts depuis mercredi 10 juillet.

Dans la région d'Idleb, des frappes aériennes contre des groupes armés ont fait plus de 120 morts depuis mercredi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui a parlé de «13 civils tués» dans le combats.

En outre, plus de 120 terroristes ont péri dans des affrontements entre les troupes syriennes et le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche d'Al Qaïda en Syrie.

Les combats se sont déroulés également tout près de la localité de Hamamiyat dans la province de Hama, où les groupes armés ont lancé une attaque contre cette localité.

«Dans la foulée, le gouvernement syrien en a repris le contrôle grâce à une grande implication des armées russe et syrienne», a expliqué Wassim Nasr, spécialiste

des réseaux terroristes.

Il faut rappeler que les pays garants du processus d'«Astana» sur la Syrie, à savoir la Turquie, la Russie et l'Iran ont proclamé la «zone de désescalade à Idleb», lors de la réunion à Astana, sur la Syrie, du 4 au 5 mai 2017. La décision a été suivie par le consensus de Sotchi, le 17 septembre 2018.

### L'ONU redoute une catastrophe humanitaire à Idleb

Depuis fin avril, plus de 580 civils sont morts dans des bombardements et 45 en raison de tirs terroristes, selon l'Osdh. «La zone d'action est toujours très réduite. Ce sont des combats très limités. Mais les civils paient le prix fort à Idleb à cause des combats», explique Wassim Nasr, expert.

Au cours des dernières semaines, la région d'Idleb a enregistré les plus violents combats depuis l'accord conclu en septembre 2018 entre la Russie «alliée de la Syrie et la Turquie», sur une «zone de désescalade» à Idleb, qui abrite trois millions de civils, d'après l'ONU qui redoute une catastrophe humanitaire.

Déclenchée en 2011, la crise en Syrie, qui s'est militarisée avec le temps, impliquant des forces étrangères et des groupes terro-

ristes, a déjà tué plus de 370 000 personnes.

Selon l'ONU, au moins 25 structures médicales et 45 écoles ont été endommagées par des bombardements depuis la fin avril dans le sud de la province d'Idleb et le nord de celle voisine de Hama.

La province d'Idleb est en grande partie aux mains du groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTS, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) qui contrôle aussi avec d'autres groupes armés des secteurs dans les provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

### Les forces syriennes combattent dans le dernier carré à Idleb

Les forces du gouvernement syrien se sont lancées, depuis le 6 mai, dans l'opération baptisée «Idlib Dawn» pour récupérer la dernière province qui échappe encore au contrôle du gouvernement à l'ouest de la Syrie avec l'appui de l'aviation russe.

La Russie explique, de son côté, que les forces gouvernementales syriennes sont passées à l'attaque, car Hayat Tahrir al-Cham (HTC), le groupe terroriste dominant dans l'enclave, massait des forces dans la plaine d'al-Ghab, au nord-ouest de la

province de Hama. En outre, la base aérienne de Hmeymin, principale installation russe en Syrie, est régulièrement bombardée par les terroristes, ou même par des drones armés, depuis cette partie de l'enclave.

Autre explication, selon des analystes du conflit syrien, le gouvernement chercherait à s'emparer du reste de l'autoroute M4 qui relie Lattaquié à Alep, dont une partie passe par l'enclave, de même que l'autoroute M5 qui relie Damas à Alep, pour pouvoir ouvrir un corridor entre la Jordanie et la Turquie, et donc s'assurer, notamment un approvisionnement en carburant.

Car en raison des sanctions renforcées contre l'Iran, la Syrie connaît une sévère pénurie.

En parallèle, Hayat Tahrir al-Cham et d'autres groupes terroristes affiliés à Al Qaïda comme Ansar al-Tawhid, ont accéléré le rythme de leurs raids, des opérations ciblées d'infiltration ou de raids sur de petites positions du gouvernement, sur ou derrière la ligne de front.

Toujours selon les analystes, Ankara, autre partie garante du processus d'Astana sur la Syrie, avec l'a Russie et l'Iran, veut «récupérer» le secteur de Tal Rifaat, encore occupé par l'YPG kurde. La Turquie veut obtenir une «zone-tampon» de quelques

Iran

## La justice annonce l'arrestation d'une chercheuse «franco-iranienne»

**L'**Autorité judiciaire iranienne a annoncé hier, l'arrestation d'une universitaire «franco-iranienne», Fariba Adelkhah, confirmée la veille par Paris.

«Elle fait partie des suspects qui ont été arrêtés récemment», a déclaré le porte-parole de l'Autorité judiciaire, Gholamhossein Esmaili lors d'une conférence de presse à Téhéran, sans préciser la date exacte de l'arrestation.

«Etant donné la nature de l'affaire ... le moment n'est pas encore venu de donner des informations sur son cas», a ajouté M. Esmaili, dans cette conférence de presse diffusée en ligne sur Mizan Online, l'agence de presse de

l'Autorité judiciaire.

«Nous confirmons qu'elle a été arrêtée», a encore dit M. Esmaili, sans préciser par quel service. «Si Dieu le veut, avec la poursuite de l'enquête et une fois que d'autres aspects de l'affaire auront été tirés au clair, nous donnerons des informations de façon plus transparente», a-t-il ajouté.

A la question de savoir si les autorités avaient répondu à la demande d'accès consulaire à Mme Adelkhah formulée par Paris, M. Esmaili a répondu là encore qu'une «décision serait prise au moment approprié».

L'Iran ne reconnaissant pas la double natio-

nalité, le pays n'accorde généralement pas un accès consulaire aux détenus binationaux.

Dans un contexte de vives tensions internationales entre Téhéran et des pays occidentaux, le Quai d'Orsay a annoncé lundi que Mme Adelkhah, éminente anthropologue associée à plusieurs réseaux scientifiques et spécialiste religieux, était détenue en Iran.

Selon son confrère, professeur à Genève et ami, Jean-François Bayart, l'arrestation de Mme Adelkhah remonterait au 5 juin et la chercheuse est depuis détenue à la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran.

**B. L.**

### Irak Au moins cinq morts dans une attaque-suicide

**Au moins cinq personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées lundi, lorsque deux kamikazes se sont fait exploser près d'une mosquée au sud-ouest de Bagdad, ont rapporté des médias, citant des sources médicales et de sécurité.**

«Cinq personnes sont mortes et 14 autres ont été blessées», ont indiqué des médecins à l'hôpital al-Yarmouk, à Bagdad, cités par des médias.

De son côté, un officier de police a affirmé, sous le couvert de l'anonymat, que l'attaque avait été menée par deux kamikazes qui se sont fait exploser près de la mosquée Abou al-Fadhel al-Abbas, dans le quartier d'al-Tourath, dans le sud-ouest de la capitale irakienne. Cette attaque n'a pas été revendiquée jusqu'ici.

**L. B.**



Afrique du Sud

## Zuma nie être corrompu et crie à la "conspiration"

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma a farouchement rejeté lundi devant une commission d'enquête toutes les accusations de corruption qui le visent en criant à la "calomnie" et à une mystérieuse "conspiration" pour l'éliminer.



Attendu depuis de longs mois, le témoignage de M. Zuma s'est largement limité à une plaidoirie pro domo de plus de deux heures, improvisée et souvent confuse.

"On m'a calomnié, on m'a présenté comme le roi des corrompus", s'est-il offusqué, dénonçant une "conspiration" et un "complot visant à (!) assassiner" qu'il a fait remonter à ses activités de chef des renseignements du Congrès national africain (ANC) pendant la lutte contre le régime de l'apartheid.

Jacob Zuma a même assuré avoir "survécu à plusieurs tentatives de (le) tuer" qu'il a attribuées, sans les nommer, à trois "organisations de renseignement".

Comme ses avocats, l'ancien chef de l'Etat a mis en cause l'impartialité de la commission devant laquelle il s'est présenté. "Aux yeux de ceux qui dirigent les choses, cette commission doit être la tombe de Zuma", a-t-il accusé.

Englué dans les scandales, M. Zuma a été poussé à la démission en février 2018 et remplacé par le nouveau patron de l'ANC, Cyril Ramaphosa, qui a promis depuis de tourner la

page calamiteuse de la corruption. L'ancien chef de l'Etat, 77 ans, est soupçonné d'avoir généralisé le pillage des ressources de l'Etat, notamment en favorisant illégalement les affaires d'une sulfureuse famille d'hommes d'affaires dont il est proche, les Gupta.

### Mensonge !

Depuis un an, la commission anticorruption, présidée par le vice-président de la Cour constitutionnelle Raymond Zondo, a entendu des dizaines de ministres, élus, hommes d'affaires ou hauts fonctionnaires qui ont débatté au grand jour le linge sale de l'ère Zuma (2009-2018).

L'actuel ministre des Entreprises publiques Pravin Gordhan y a ainsi accusé l'ex-président d'avoir "autorisé un climat d'impunité permettant la corruption" et la "capture de l'Etat" par des intérêts privés.

M. Gordhan a chiffré à 100 milliards de rands (6 milliards d'euros) le montant des fonds publics détournés ces dernières années.

L'ancien chef de l'Etat a traité lundi toutes ces accusations par le mépris. "Quelqu'un qui a témoigné avant moi ici a dit que

Zuma avait vendu le pays aux enchères. C'est un mensonge !"

L'ancien président s'est aussi longuement expliqué sur ses relations avec les Gupta.

"Je n'ai jamais rien fait d'illégal avec eux, ils étaient juste des amis", a-t-il assuré en rappelant que les frères Gupta étaient aussi liés à ses prédécesseurs Nelson Mandela et Thabo Mbeki.

"Je me demande pourquoi (...) les gens pensent que ma relation avec eux n'était pas correcte alors qu'ils avaient des relations avec les autres", a relevé Jacob Zuma.

### Nous contrôlons tout

Il y a quelques mois, un ancien ministre, Mcebisi Jonas, a raconté devant la commission comment les frères Gupta étaient venus lui proposer en 2015 le maroquin des Finances en échange de son aide pour obtenir des contrats et d'un pot-de-vin de 600 millions de rands (près de 40 millions d'euros).

Selon M. Jonas, Ajay Gupta lui a alors affirmé sans détour: "Vous devez comprendre que nous contrôlons tout (...) et que le vieux (Zuma) fera tout ce que nous lui dirons de faire".

"Ca veut dire que je ne suis

pas capable de faire mon travail (de président) et qu'il me faut quelqu'un d'autre (pour le faire) ?", s'est amusé lundi Jacob Zuma.

Une fois conclu son monologue, l'ex-président a commencé à répondre aux questions des avocats de la commission, avec moins de verve.

L'un d'eux l'a asticoté sur un coup de fil que le directeur des services de communication du gouvernement l'accuse de lui avoir donné pour appuyer une demande des frères Gupta de réserver l'intégralité de son budget à leurs seuls médias.

"Je ne me souviens pas d'avoir donné ce coup de fil", a balayé Jacob Zuma, "et qu'il ait eu lieu ou pas, je ne pense pas qu'il y ait eu là quoi que ce soit d'extraordinaire".

L'interrogatoire de Jacob Zuma se poursuit mardi.

Malgré toutes les accusations dont il fait l'objet, l'ancien président n'a toujours pas été formellement inculpé.

Il n'est pour l'heure poursuivi par la justice de son pays que dans une seule affaire de pots-de-vin versés en marge d'un contrat d'armement signé... il y a vingt ans.

AFP

Bénin

## Le Président Talon en concertation avec l'opposition

Le président béninois Patrice Talon entame lundi une concertation politique avec une dizaine de partis politiques, notamment ceux de l'opposition ayant été recalés au processus électoral des législatives du 28 avril dernier, en vue de décrire le climat social sur l'ensemble du territoire béninois, a annoncé une source officielle. Selon cette même source, proche de la présidence béninoise, cette concertation politique souhaitée par le président permettra de trouver des solutions durables à la crise politique qui perdure depuis les dernières élections législatives. L'Union progressiste (UP), l'un des partis soutenant le président béninois

Patrice Talon, a remporté les élections législatives tenues le 28 avril avec 47 sièges sur les 83 à pourvoir, a annoncé jeudi soir le président de la Cour constitutionnelle, Joseph Djogbénou.

Des législatives auxquelles les Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE) de l'ancien président Boni Yayi, l'Union sociale libérale (USL) de l'homme d'affaires Sébastien Ajavon, arrivée en troisième position lors de la présidentielle de mars 2016, et plusieurs autres formations politiques n'ont pas pu prendre part pour n'avoir pas obtenu des pièces maîtresses de leur dossier de candidature dont le Certificat de conformité aux nouvelles lois électorales en vigueur, la nouvelle charte des partis politiques.

L'opposition, qui n'avait pas été autorisée à présenter de candidats, officiellement pour des raisons administratives, avait appelé à boycotter le scrutin.

Les anciens présidents Boni Yayi (2006-2016) et Nicéphore Soglo (1991-1996) avaient de leur côté lancé un ultimatum au chef de l'Etat Patrice Talon pour annuler le scrutin, le qualifiant de "coup d'Etat électoral".

La non-participation de ces forces politiques de l'opposition aux législatives d'avril a provoqué de violents affrontements entre les agents des Forces de défense et de sécurité et les militants de ces partis le jour du scrutin dans plusieurs villes du Bénin, au début du mois de mai à Cotonou et enfin dans les premières semaines du mois de juin à Savè et à Tchaourou, ville natale de M. Yayi, occasionnant des pertes en vies humaines, des blessés et d'importants dégâts matériels sur des biens privés et publics.

R. L.

Soudan

## La police disperse des manifestants en tirant du gaz lacrymogène

La police soudanaise a dispersé lundi, par des tirs de gaz lacrymogène, des manifestants rassemblés dans le centre de Khartoum après la mort la veille d'un homme tué par des paramilitaires dans une ville du sud-est du Soudan. "La police a tiré du gaz lacrymogène pour nous disperser. Mais nous sommes revenus", a expliqué à l'AFP un des manifestants présents à la gare routière dans le centre de la capitale. Des

rassemblements spontanés ont eu lieu lundi dans plusieurs quartiers de Khartoum, selon des témoins.

Dimanche, des paramilitaires soudanais ont tué par balle un civil et blessé sept autres personnes dans la ville d'Al-Souk, dans l'Etat de Sennar (sud-est), après un rassemblement d'habitants réclamant le départ de leur ville des Forces de soutien rapide (RSF), un groupe redouté de paramilitaires, ont raconté des témoins à l'AFP.

Scandant "régime civil, régime civil", environ 200 manifestants étaient encore présents dans le centre de Khartoum à la tombée de la nuit. Ils ont essuyé de nouveaux tirs de gaz lacrymogène, a constaté une journaliste de l'AFP.

De nombreux policiers anti-émeutes étaient déployés. Des protestataires, dont certains ont reçu des coups de matraque, ont été emmenés dans des fourgons de police.

Dans la nuit, des hommes et des femmes manifestaient encore, agitant des drapeaux soudanais et scandant des slogans révolutionnaires, dans un quartier de l'est de Khartoum, celui de Burri, en présence d'unités de la police.

Ces rassemblements surviennent alors qu'un accord est attendu entre les militaires au pouvoir au Soudan depuis la chute en avril de l'ex-président Omar el-Béchr et les meneurs du mouvement de contes-

tation qui secoue ce pays depuis plusieurs mois.

Cet accord doit formaliser le principe d'un partage du pouvoir entre les deux parties pendant une période de transition d'environ trois ans. Mais les négociations, qui ne sont pas encore achevées, ont été reportées à deux reprises la semaine dernière, à la demande des contestataires. Une nouvelle rencontre est prévue pour mardi.

AFP

Tweets xénophobes

# Trump persiste et signe, tollé à Washington

**Les violentes attaques de Donald Trump contre quatre élues démocrates issues de minorités ont suscité lundi des réactions indignées jusque dans son propre camp, au sein duquel des responsables l'ont appelé à s'excuser pour ses tweets "racistes".**

**A** l'approche de la présidentielle de novembre 2020, le milliardaire semble plus déterminé que jamais à souffler sur les braises des tensions raciales pour galvaniser sa base électorale - très majoritairement blanche -, mais aussi à alimenter les divisions chez ses adversaires politiques.

Après conseillé ce week-end aux quatre élues de "retourner" dans leur pays d'origine, le président américain a intensifié lundi ses attaques, les accusant de "haïr" l'Amérique. "Si vous n'êtes pas heureuses ici, vous pouvez partir !", a-t-il lancé depuis les jardins de la Maison-Blanche.

Lors d'une conférence de presse commune, les quatre femmes visées - Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ilhan Omar (Minnesota), Ayanna Pressley (Massachusetts) et Rashida Tlaib (Michigan) - ont vivement répliqué.

"On ne nous fera pas taire", a affirmé l'élue noire Ayanna Pressley, tout en appelant les Américains à "ne pas mordre à l'hameçon" et se laisser prendre par cette surenchère visant d'abord selon elle à détourner l'attention des problèmes touchant la population.

## "Inacceptable"

"Est-ce que cela vous dérange que nombre de gens trouvent vos tweets racistes ?", a demandé lundi un journaliste à Donald Trump. "Cela ne me dérange pas car beaucoup de gens sont d'accord avec moi", a-t-il répondu.

La veille, le 45e président des Etats-Unis avait appelé les élues démocrates à retourner dans "ces endroits totalement défilants et infestés par la criminalité dont elles viennent". Trois d'entre elles sont nées aux Etats-Unis.

Rompant avec le silence initial des élus républicains, la sénatrice du Maine Susan Collins a appelé le président milliardaire à revenir sur ses propos. "Le tweet du président dans lequel il disait que des élues du Congrès devraient retourner "d'où elles viennent" était



totallement déplacé et devrait être retiré", a-t-elle déclaré.

Peu après, le sénateur noir républicain de Caroline du Sud Tim Scott lui a emboîté le pas, dénonçant des propos à "connotation raciste inacceptables". L'élue de l'Ohio Mike Turner a lui appelé le président à "s'excuser" pour ces tweets "racistes". Mitt Romney, ancien candidat du "Grand Old Party" à la Maison-Blanche, a qualifié les propos du président de "destructeurs et dégradants".

Dans le camp démocrate, les messages présidentiels ont suscité une avalanche de réactions outrées. Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, a dénoncé des commentaires "xénophobes" et appelé les élus à soutenir une motion devant la Chambre les condamnant explicitement.

Le député démocrate Al Green, du Texas, a de son côté déclaré qu'il proposerait un vote en vue d'une procédure de destitution "pour bigoterie en politique nuisible à notre société".

## "Ecoeurant"

La stratégie politique du locataire de la Maison-Blanche est claire : enfoncer des coins dans la famille démocrate, traversée de tensions.

Le président américain cible sciemment quatre jeunes élues du Congrès qui se situent sur l'aile gauche du parti et dont les désaccords avec Nancy Pelosi alimentent régulièrement la chronique à Washington. "Avec cette sortie délibérément raciste, Donald Trump cherche à rendre les personnes ciblées plus visibles, à pousser les démocrates à les défendre et à en faire des emblèmes du parti tout entier", a estimé David Axelrod, ancien proche conseiller de Barack Obama. "C'est un calcul froid et cynique".

Quelques heures plus tard, Donald Trump validait point par point cette analyse en expliquant dans un tweet que les démocrates avaient essayé de prendre leurs distances avec les quatre élues, mais étaient "désormais contraints de les défendre". "Cela signifie

qu'ils soutiennent le socialisme, la haine d'Israël et des Etats-Unis !", a-t-il conclu. Pour Joe Biden, vice-président de Barack Obama pendant huit ans et candidat à l'investiture démocrate pour 2020, aucun président dans l'histoire américaine "n'a été aussi ouvertement raciste que cet homme". "Rentrez dans votre pays ? C'est écoeurant".

Une réaction venue de l'autre côté de l'Atlantique a retenu l'attention lundi dans la capitale fédérale américaine : celle de la Première ministre britannique sur le départ Theresa May, qui a jugé "totallement inacceptables" les propos du président de la première puissance mondiale. Et la Première ministre de Nouvelle-Zélande s'est jointe mardi au concert de condamnations : "il est évident pour beaucoup de monde que je suis complètement et totalement en désaccord" avec Donald Trump, a-t-elle déclaré.

AFP

## Avec la "bande" des quatre, le parti démocrate américain s'habitue aux controverses

Issues des minorités, nouvellement élues, les quatre démocrates prises pour cible par Donald Trump incarnent l'aile gauche du parti et, pour certains, son avenir grâce à leur opposition acharnée au président américain, au risque de créer des polémiques qui font grincer des dents. Elles sont devenues "la bande" depuis leur entrée en janvier à la Chambre des représentants. Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ilhan Omar (Minnesota), Ayanna Pressley (Massachusetts) et Rashida Tlaib (Michigan) font partie des nouveaux visages qui ont permis au parti de reprendre le contrôle de la chambre basse du Congrès après les élections de mi-mandat en novembre.

Elles veulent combattre le milliardaire républicain en utilisant les mêmes armes - les réseaux sociaux - et faire avancer leur programme progressiste, malgré les réticences des caciques démocrates plus centristes.

Fille d'un Américain et d'une Portoricaine, Alexandria Ocasio-Cortez, qui a grandi dans le quartier du Bronx à New York, est à 29 ans la benjamine de la Chambre. "AOC" se revendique

"socialiste", un mot marqué très à gauche aux Etats-Unis, et elle diffuse abondamment son message grâce à ses 4,7 millions d'abonnés sur Twitter.

La plus charismatique des quatre, on lui prédit un destin dans la politique américaine.

Mais elle a déclenché la polémique à la mi-juin, en comparant les camps de rétention pour migrants érigés à la frontière sud des Etats-Unis à des "camps de concentration" et en dénonçant une présidence américaine "fasciste". Ses détracteurs ont fustigé sa référence aux camps de la mort, l'accusant de "salir la mémoire" des victimes de l'Holocauste.

Elle fait aussi grincer des dents à l'intérieur du parti démocrate, avec son projet d'impôt pour les très riches, d'un contrôle plus strict des banques, et ses critiques du plan climat, trop tiède selon elle, de l'ex-vice-président Joe Biden, en course pour l'investiture démocrate à la présidentielle de 2020.

### Boycott et antisémitisme

Ilhan Omar et Rashida Tlaib, les deux pre-

mières femmes musulmanes élues au Congrès, sont elles régulièrement accusées d'antisémitisme depuis qu'elles ont annoncé leur soutien à une campagne internationale de boycott d'Israël (BDS).

A 37 ans, Ilhan Omar, qui porte le voile islamique, a créé la controverse avec des commentaires sur Israël jugés antisémites par de nombreux élus, y compris dans le camp démocrate. Elle avait affirmé en février que des élus américains soutenaient Israël par intérêt financier.

La parlementaire, fille de réfugiés somaliens arrivés dans le Minnesota quand elle avait 12 ans, s'était défendue de tout propos antisémite et avait présenté des excuses.

En mars, elle avait été accusée de chercher à minimiser les attentats du 11 septembre, l'attaque la plus meurtrière sur le sol américain. Donald Trump avait publié sur Twitter une vidéo associant ses propos aux images des tours jumelles de New York en feu. Le milliardaire l'a de nouveau accusée lundi de soutenir Al Qaïda.

Rashida Tlaib, 42 ans, est née à Detroit dans

une famille palestinienne. Cette ancienne avocate, qui avait fait de la destitution du président l'un de ses arguments de campagne dans le Michigan, avait défendu en janvier la campagne BDS, assurant qu'aux Etats-Unis le boycott était "un droit et une partie de notre combat historique pour la liberté et l'égalité".

Ayanna Pressley, 45 ans, est la première femme afro-américaine à représenter l'Etat du Massachusetts à Washington. Représentante de Boston, elle est avec Rashida Tlaib et Alexandria Ocasio-Cortez membre de la puissante commission financière de la Chambre. Farouche opposante à la politique migratoire de l'administration Trump, elle a notamment dénoncé les migrants d'Amérique centrale retenus dans les "cages" des centres de la police aux frontières.

Selon elle, la "bande" ne se limite pas aux quatre femmes. "Notre bande inclut toute personne qui se consacre à la construction d'un monde plus juste et plus équitable", a-t-elle déclaré lundi.

AFP

# Le gouvernement de Donald Trump veut refuser l'asile aux migrants passés par le Mexique

**Le gouvernement de Donald Trump a annoncé lundi une mesure qui verrouille l'accès à l'asile pour les migrants arrivés à la frontière sud, suscitant les foudres du Mexique et un recours immédiat en justice.**

L'administration républicaine a fait savoir qu'elle refuserait, à compter de mardi, les demandes d'asile formulées à la frontière sud par des migrants qui n'auront pas sollicité le statut de réfugiés au Mexique ou dans un autre pays sur la route des Etats-Unis.

"Les Etats-Unis sont généreux mais complètement débordés par le fardeau créé par les centaines de milliers d'étrangers arrêtés à la frontière sud", a justifié le ministre de la Justice Bill Barr, en souhaitant que la nouvelle règle "décourage les migrants économiques qui veulent exploiter notre système d'asile".

Les conséquences concrètes du texte, qui prévoit des exceptions notamment pour les victimes de traite des êtres humains, n'ont pas été explicitées. Mais le Mexique s'est déjà élevé contre toute volonté de renvoyer les migrants sur son sol.

"Nous allons être très vigilants sur le respect du principe de non-refoulement, conformément au droit international", a déclaré le chef de la diplomatie mexicaine Marcelo Ebrard, en exprimant son "désaccord" avec la décision des Etats-Unis.

La puissante organisation de défense des droits civiques ACLU a de son côté fait savoir qu'elle allait saisir la justice en urgence pour bloquer la nouvelle réglementation.

Des tribunaux ont déjà invalidé plusieurs tentatives du gouvernement de restreindre le droit d'asile, notamment une circulaire qui interdisait de formuler une demande en cas d'entrée clandestine dans le pays.

Si elle devait malgré tout s'appliquer, la nouvelle règle pourrait empêcher des centaines de milliers de migrants d'accéder à la première économie mondiale, et les forcer à rester au Mexique où plus de 40% de la population vit dans la pauvreté.

## "Succès"

Depuis mars, plus de 100 000 personnes ont été arrêtées chaque mois après être entrées clandestinement aux Etats-Unis.

Originaires en grande majorité de pays pauvres et violents d'Amérique centrale,



**Pays sûr**

Guatemala, Salvador et Honduras en tête, ces migrants déposent généralement une demande d'asile qui leur permet de se maintenir sur le territoire américain le temps de l'examen de leur dossier par un juge de l'immigration.

Donald Trump les accuse de disparaître ensuite et de gonfler le nombre des quelque 10,5 millions de sans-papiers présents aux Etats-Unis.

Le président républicain, qui a fait de la lutte contre l'immigration illégale une de ses priorités, cherche à la fois à endiguer les flux et à augmenter les expulsions de clandestins.

La police migratoire devait commencer dimanche une vague d'arrestations de grande ampleur visant les familles, mais elle n'a pas semblé se matérialiser dans l'immédiat, ce qui n'a pas empêché Donald Trump de saluer "le succès" de l'opération.

En menaçant son voisin de sanctions douanières, il a obtenu récemment que le Mexique renforce ses contrôles à la frontière, ce qui a permis de réduire les arrivées de 28% en juin. Il a également obtenu que les demandeurs d'asile attendent au Mexique que leur dossier soit traité par les tribunaux américains.

Malgré cette baisse, les postes des garde-frontières et les centres de rétention sont totalement engorgés et les conditions de vie en leur sein font l'objet de nombreuses critiques.

L'immigration devrait être un des thèmes centraux de la campagne présidentielle de 2020, avec une opposition démocrate vent debout contre la rhétorique et les mesures des républicains.

"Ils trouvent que leur politique d'intimidation n'est pas assez cruelle donc, maintenant, ils veulent interdire aux demandeurs d'asile de trouver la sécurité dans notre pays", a tweeté Beto O'Rourke, l'un des prétendants à l'investiture démocrate pour 2020, après l'annonce du gouvernement. Tout comme l'Union européenne permet de renvoyer les demandeurs d'asile dans le pays membre par lequel ils sont entrés dans l'UE, les lois américaines prévoient la possibilité de refuser les demandes d'asile des migrants ayant transité par un pays tiers considéré comme "sûr". Mais elles renvoient la définition des pays "sûrs" à la conclusion d'accords bilatéraux.

Le gouvernement américain presse le Mexique et d'autres pays de signer des accords en ce sens, mais se heurte à de fortes réticences. La Cour constitutionnelle du Guatemala a ainsi bloqué dimanche la conclusion éventuelle d'un tel accord.

"Nous ne débiterons aucune négociation sur le statut de "pays tiers sûr" sans recevoir le feu vert du Parlement", a de son côté rappelé lundi, Marcelo Ebrard.

AFP

## A la dernière minute, l'Inde reporte le lancement de sa mission lunaire

56 minutes et 24 secondes avant l'heure prévue, l'Inde a annulé lundi pour un "problème technique" le lancement dans l'espace de sa deuxième mission lunaire, reportant ainsi son ambition de devenir la quatrième nation à réussir à poser un appareil sur la Lune.

L'agence spatiale indienne ISRO prévoyait de lancer lundi à 02h51 locales (21h21 GMT dimanche) sa mission Chandrayaan-2 depuis le pas de tir de Sriharikota, dans le sud-est de l'Inde. L'expédition devait poser le 6 septembre un atterrisseur et un robot mobile au pôle sud du satellite naturel, situé à quelque 384 000 km de la Terre.

Mais au milieu de la nuit, le décollage a été reporté en raison d'un problème technique non précisé. L'annonce est survenue peu après le remplissage en hydrogène liquide du moteur cryotechnique de la fusée GSLV-MkIII, le plus puissant lanceur indien, équivalent d'une fusée européenne Ariane 4.

"Le fonctionnement de la fusée ne correspondait pas aux paramètres établis. Nous sommes très chanceux d'avoir détecté l'anomalie juste avant le lancement, nous contrôlons la situation", a indiqué une source au sein de l'Isro au quotidien Hindustan Times.

Selon cette source, une commission d'enquête a été constituée et il faudra près d'une semaine pour cibler le problème exact, nécessitant de démanteler la fusée. L'Isro n'a annoncé aucune nouvelle date de lancement.

"Si le lancement n'a pas lieu au cours des prochaines 48 heures, il pourrait être repoussé de plusieurs mois jusqu'à ce que nous ayons une fenêtre de lancement opportune", a déclaré à l'AFP, Ravi Gupta, ancien scientifique de l'agence militaire Defence Research and Development Organisation (Drdo). Utilisée pour la première fois en 2017 pour un lancement d'un satellite, et une deuxième fois en 2018, la fusée GSLV-MkIII est le fruit de décennies de travail d'ingénieurs indiens et n'utilise que des technologies conçues localement. Son moteur cryotechnique lui donne une capacité de projection supérieure à celle des autres lanceurs de l'Isro.

La technologie cryotechnique (ou cryogénique) repose sur l'association d'oxygène et d'hydrogène à l'état liquide. Leur combustion produit des gaz qui sont éjectés par la tuyère et assurent ainsi la propulsion. Ce type de moteur est notamment utilisé par Ariane 5.

## Retour sur la Lune

New Delhi a consacré 140 millions de dollars (124 millions d'euros) - un montant bien inférieur à ceux des autres grandes agences spatiales pour des missions de ce type - à Chandrayaan-2 (Chariot lunaire en hindi). La mission se compose d'un orbiteur, d'un atterrisseur et d'un rover, pour un poids total de 3,8 tonnes.

De nombreux spectateurs enthousiastes, dont des écoliers, s'étaient rassemblés pour assister au lancement nocturne, mais ont vu leurs espoirs déçus.

"Nous ne savons pas ce qu'il s'est passé. Nous sommes déçus. J'espère qu'ils vont corriger le problème, quel qu'il soit", a déclaré un spectateur à l'agence Press Trust of India.

Cette mission indienne s'inscrit dans un contexte de regain d'intérêt international pour la Lune. L'homme, qui l'a foulée pour la dernière fois en 1972, y prépare son retour. Le gouvernement américain a demandé à la Nasa d'y renvoyer des astronautes pour 2024. Le retour sur la Lune est vu comme une étape incontournable de la préparation de vols habités vers des destinations plus lointaines, au premier plan desquelles la planète Mars.

Le projet Chandrayaan-2 est la deuxième mission lunaire du géant d'Asie du Sud, qui avait placé une sonde en orbite autour de la Lune au cours de la mission Chandrayaan-1 il y a onze ans.

Le programme spatial indien s'est fait remarquer ces dernières années en alliant ambition et sobriété budgétaire, avec des coûts opérationnels bien inférieurs à ceux d'autres pays, ainsi que par sa progression au pas de charge. A ce jour, l'Union soviétique, la Chine et les Etats-Unis ont fait atterrir des engins sur la Lune.

L'Isro compte d'ici 2022 envoyer un équipage de trois astronautes dans l'espace, ce qui serait son premier vol habité. Ses scientifiques travaillent aussi à l'élaboration de sa propre station spatiale, attendue au cours de la prochaine décennie.

AFP

## La Chine confirme l'arrestation d'un Canadien dans une affaire de drogue

La Chine a confirmé lundi l'arrestation d'un ressortissant canadien dans une affaire de stupéfiants, au moment où les relations entre Pékin et Ottawa sont extrêmement tendues.

"Le Bureau de la sécurité publique de la province du Shandong (est) a récemment mis au jour une affaire de drogue impliquant des étudiants étrangers. Une des personnes est un citoyen canadien", a indiqué Geng Shuang, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"L'affaire fait actuellement l'objet d'une enquête", a ajouté M. Geng lors d'une conférence de presse régulière. Il a expliqué qu'une "notification consulaire a été envoyée immédiatement aux ambassades des pays concernés".

Le ministère canadien des Affaires étran-

gères a annoncé dimanche l'arrestation d'un Canadien en Chine dans la ville de Yantai (est) sans donner d'autres détails, mettant en avant la loi canadienne sur la protection des renseignements personnels.

Les relations entre Pékin et Ottawa traversent une période de tension depuis l'arrestation le 1er décembre dernier à Vancouver, sur demande américaine, de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei, Meng Wanzhou.

Depuis, les autorités chinoises ont arrêté l'ex-diplomate Michael Kovrig et son compatriote consultant Michael Spavor, spécialiste de la Corée du Nord. Le premier est soupçonné d'avoir recueilli des secrets d'Etat et le second de les avoir volés.

Ces deux détentions sont jugées arbitraires par Ottawa et généralement considé-

rées comme des mesures de représailles de Pékin. La justice chinoise a également condamné à mort deux autres Canadiens pour trafic de drogue et la Chine a bloqué des importations de produits agricoles canadiens.

Mercredi, une autre opération anti-drogue menée par la police dans la province de Jiangsu (est) avait conduit à l'arrestation de 19 personnes liées à une école de langues, dont quatre Britanniques.

Mais cette affaire "n'a aucun lien" avec celle impliquant le citoyen canadien arrêté au Shandong, a souligné lundi Geng Shuang.

La Chine pratique une politique de tolérance zéro à l'égard des consommateurs de drogue. Et le trafic de stupéfiants est souvent puni de la peine de mort.

Agence

Asie du Sud

# Au moins 180 morts de la mousson

**Les inondations et glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles de la mousson ont tué au moins 180 personnes en Asie du Sud, selon un nouveau bilan mardi des autorités des pays touchés.**

Faisant rage de juin à septembre, la mousson est cruciale à l'irrigation des cultures et au remplissage des réserves d'eau de ce sous-continent qui héberge un cinquième de la population mondiale. Mais chaque année, les précipitations entraînent aussi un cortège de morts et de destructions. Au moins cinq enfants se sont noyés lundi au Bangladesh, portant le nombre de morts à 34 dans cette nation de 160 millions d'habitants. Dix autres personnes ont succombé dans les gigantesques camps de réfugiés rohingyas du sud-est du Bangladesh, où les éléments déchaînés ont détruit des milliers de cahutes. Des inondations dans le nord du pays affectent également des centaines de milliers de personnes. Au Népal, au moins 67 personnes ont péri dans des inondations, dont les eaux ont commencé à baisser. Des images montraient des sauveteurs utilisant des canots gonflables pour évacuer les familles



bloquées dans des maisons inondées. Les experts sanitaires s'inquiètent de possibles épidémies de maladies véhiculées par l'eau et ont appelé à l'aide internationale. En Inde, la mousson a coûté la vie à quelque 50 personnes. Deux Etats du nord et du nord-est, le Bihar et l'Assam, sont les plus durement touchés par le déluge. Les autorités de l'Assam ont décrété l'alerte rouge face aux inondations, qui ont tué jusqu'ici 11 habitants et déplacé 83.000 personnes. Au Bihar, 24

décès ont été rapportés, les inondations affectant 2,5 millions de résidents. L'effondrement d'un bâtiment dimanche dans l'Etat montagneux d'Himachal Pradesh avait lui coûté la vie à 14 personnes. Plus au

nord, au Cachemire pakistanais, les autorités ont fait état de 23 morts et de 120 maisons endommagées dans de brusques montées des eaux. Les Nations unies ont déclaré lundi "se tenir prêtes à travailler

avec les autorités des pays affectés dans leur réponse aux besoins humanitaires résultant de la saison de mousson en cours".

H. Y.

Ile de Bali en Indonésie

## Un séisme provoque un début de panique

Un séisme de magnitude de 5,7 a causé mardi des dégâts mineurs sur l'île indonésienne de Bali, selon l'institut de géophysique américain USGS, et provoqué un mouvement de panique chez des habitants.

Le tremblement de terre s'est déclenché à 7H18 (00H18 GMT) à Bali, en pleine saison touristique, avec un épocentre à 82,1 km au sud-ouest de la capitale de l'île Denpasar.

Des hôtels ont été évacués, selon les médias locaux, mais l'aéroport international de Ngurah Rai a indiqué que les vols n'avaient pas été perturbés.

La secousse, qui a été ressentie jusque sur l'île voisine de Java, avait une profondeur relativement importante de 91 km et n'a pas déclenché d'alerte au tsunami, ni fait de victime, selon les premiers bilans.

Des habitants de Bali ont décrit des mouvements de panique au moment du séisme.

"Je portais mon bébé quand j'ai senti la secousse, c'était fort, j'ai couru dehors immédiatement et vu beaucoup de gens déjà dans les rues", a indiqué Komang Sudiani, une habitante de Denpasar à l'AFP.

Des photos diffusées par l'agence de gestion des catastrophes montraient des dégâts mineurs sur des devantures de magasins et sur des temples dans cette île majoritairement hindoue. "Nous avons reçu des informations sur des dégâts tels que des tuiles tombées ou des vitres brisées dans plusieurs maisons et bureaux", a précisé dans un communiqué Rahmat Triyono, responsable de la gestion des séismes et tsunamis pour l'agence.

Une vingtaine de maisons, écoles, temples et bureaux ont subi des dégâts mineurs, essentiellement dans le district de Badung près de Kuta, haut lieu touristique de l'île, selon les auto-

rités locales.

L'Indonésie, archipel de 17.000 îles et îlots qui s'est formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne, eurasiennne), se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique.

Dimanche l'archipel des Moluques, dans l'est de l'Indonésie, a été frappé par un violent séisme de magnitude 7,3 qui a fait trois morts et endommagé plus d'un millier d'habitations.

L'an dernier, un séisme de 7,5 suivi d'un tsunami à Palu sur l'île des Célèbes a fait plus de 2.200 morts et des milliers de disparus.

Le 26 décembre 2004, un très violent séisme de magnitude 9,1 a secoué la province d'Aceh, à l'extrême ouest de l'archipel indonésien, et a provoqué un vaste tsunami dans tout le Pacifique, faisant quelque 170.000 morts.

AFP

Italie

## Saisie d'un arsenal de guerre chez des sympathisants d'extrême droite

La police italienne a annoncé qu'"un véritable arsenal de guerre", dont un missile air-air et une vingtaine de fusils, a été saisi lors d'un coup de filet chez des sympathisants d'extrême droite dans le nord de l'Italie. Les policiers ont retrouvé une vingtaine d'armes de guerre sophistiquées, dont des fusils d'assaut automatiques "de dernière génération", de nombreuses munitions et des objets de propagande néonazie. Trois personnes ont été arrêtées: Fabio Del Bergiolo, ancien candidat sur les listes du groupuscule néofasciste Forza Nuova, ainsi qu'un Suisse et un Italien, près de l'aéroport de Forlì (nord-est), soupçonnés d'avoir cherché à vendre le missile. "Pour l'instant rien ne nous permet de faire des hypothèses", a déclaré à la presse le préfet de police de Turin, Giuseppe De Matteis. "Pour le moment, aucun élément ne nous fait penser à des projets subversifs", a ajouté un responsable de l'antiterrorisme, Eugenio Spina. La police italienne a mené plusieurs raids ces dernières semaines dans la mouvance d'extrême droite autour de Turin. Le dernier en date, le 9 juillet, avait conduit à l'arrestation de Fabio Carlo D'Allia, accusé d'apologie du fascisme et de détention de munitions de guerre.

K. Y.

USA

## Le boxeur américain Pernell Whitaker décède accidentellement

Le boxeur américain Pernell Whitaker, champion olympique en 1984 et du monde dans quatre catégories différentes, est mort dans un accident de la route en Virginie (Etats-Unis), a indiqué lundi la police locale dans un communiqué. L'Américain, âgé de 55 ans, est décédé après avoir été renversé par une voiture dimanche à Virginia Beach. Pernell Whitaker a succombé à ses blessures sur les lieux de l'accident, a précisé la police. Surnommé affectueusement "sweet pea" (pois de senteur), il était considéré comme l'un des boxeurs les plus talentueux de sa génération. Il avait remporté le titre olympique des légers aux Jeux de Los Angeles en 1984. Il a disputé 46 combats professionnels pour un bilan de 40 victoires, dont 17 avant la limite, quatre défaites, un match nul et un no contest. Whitaker a remporté des ceintures mondiales en légers, super-légers, welters et super-welters. Il avait été désigné boxeur de l'année par Ring magazine en 1989. L'un des moments forts de sa carrière restera également son combat controversé contre la légende mexicaine Julio Cesar Chavez à San Antonio (Texas) en 1993. Après une lutte acharnée, tous les experts pensaient que Whitaker allait remporter le combat. Mais les juges déclaraient alors un match nul entre les deux hommes. Il avait pris sa retraite en avril 2001 après une défaite contre Carlos Bojorquez.

O. L.

Incendies en France

## Plus de 2.500 campeurs dans le sud évacués

Des incendies attisés par des vents violents se sont déclarés lundi dans le sud de la France, notamment près de Perpignan, où plus de 2.500 vacanciers ont été évacués de leurs campings. Aucun blessé n'est à déplorer dans la station balnéaire d'Argelès-sur-Mer, a indiqué la préfecture, précisant en soirée que les vacanciers évacués ont été informés, au moyen d'une application dédiée, qu'ils pouvaient désormais regagner leurs emplacements. A Argelès-sur-Mer, le feu, d'origine indéterminée, s'est déclaré en début d'après-midi, alimenté par des rafales de plus de 70 km/h. Le feu

"est maintenant fixé", selon la même source. Quatre avions bombardiers d'eau ont été mobilisés. Les pompiers ont dénombré "pas moins de 11 départs de feux". La station d'Argelès-sur-Mer, souvent surnommée la "capitale du camping", voit sa population passer en été de 10.000 à 150.000 personnes. L'incendie, sur une route qui mène à la mer, s'est déclenché dans un espace naturel composé de broussailles, a raconté le maire Antoine Parra, et le secteur a été coupé à la circulation automobile. A quelque 90 km plus au nord, dans le département voisin de l'Aude, environ 300 hectares de forêts et de

broussailles sont partis en fumée au cours de la journée. "Le feu a été circonscrit mais reste actif" et 300 pompiers sont toujours à pied d'oeuvre, ont indiqué les pompiers vers 20H00 (18H00 GMT). Il n'y a pas de blessés à déplorer et aucune habitation n'est menacée dans l'immédiat, a précisé la même source. Par mesure de précaution, les résidents d'un camping situé dans la zone, le Pinada, ont toutefois été confinés à l'entrée du site. Les fortes chaleurs du mois de juin, inévitables en pareille saison, et la sécheresse de la végétation sont à l'origine de nombreux départs de feu.

S. F.

Afrique du Nord

# La résistance des femmes dans l'histoire ancienne, thème d'un séminaire

Les aspects de la résistance des femmes dans l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord, à travers les différentes périodes, feront l'objet d'un séminaire international qui se tiendra à Tébessa du 28 au 30 septembre prochain, a révélé lundi, le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.



« Le séminaire sera organisé pour mettre l'accent sur les aspects de la résistance des femmes en Afrique du Nord dans divers domaines », a affirmé le même responsable lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya en vue de l'installation des comités scientifique et d'organisation de cette rencontre. M. Assad a également ajouté que ce séminaire vise à instaurer une vision algérienne de l'histoire du Maghreb pour le préserver, l'internationaliser et le transmettre aux générations futures et ce, en plus d'une reconnaissance des actes héroïques des femmes accomplis à travers différentes périodes dans la région de l'Afrique du Nord.

Le secrétaire général du HCA a souligné, par ailleurs, que

l'organisation de ce séminaire international s'inscrit dans le cadre de la politique de travail du Haut commissariat à l'amazighité, à travers l'organisation de rencontres dédiées à des personnalités historiques telles que Massinissa, Jugurtha et Syphax, estimant que « l'histoire est une référence fondamentale pour étudier le présent et se tourner vers l'avenir ».

Le séminaire international de septembre prochain, supervisé par le HCA en coordination notamment avec le ministère de la Culture, ainsi que le mouvement associatif, comprendra des conférences présentées par des chercheurs, des spécialistes de l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord, en plus de professeurs et de doctorants, de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Des excursions touristiques

aux sites archéologiques et historiques de la wilaya de Tébessa, notamment le chef-lieu et la commune de Bir El Ater, au profit des participants au séminaire seront également au menu de cet événement international.

De son côté, Dr Amel Soltani, présidente du comité scientifique du séminaire, directrice du Musée Cirta de Constantine et spécialiste de l'histoire ancienne, a indiqué que les interventions des participants constitueront des « références scientifiques qui apporteront un complément scientifique et des recherches historiques sur la contribution des femmes dans divers domaines, social, politique, culturel, ou encore celui de la guerre », en plus de son rôle efficace dans la vie quotidienne.

Cette même responsable a

ajouté que les interventions des participants, de l'intérieur et de l'extérieur du pays, seront sélectionnées sur la base des informations renfermées, faisant état de « l'importance de la précision, la recherche et de la véracité des données historiques avant leur exploitation ».

En réponse à une question de l'APS sur les participants étrangers, Si El Hachemi Assad a précisé que plusieurs experts et professeurs de centres de recherche internationaux et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) seront présents à cette rencontre et présideront des ateliers et des débats, en plus de chercheurs venant des Etats-Unis, de Grèce, d'Italie, du Maroc, de Tunisie et de France.

H. T.

Festival de la chanson oranaise

## Création du prix Blaoui El Houari

Le prix Blaoui El Houari d'une valeur d'un million de DA est la nouveauté de la 12<sup>e</sup> édition du festival de la musique et de la chanson oranaise prévue à Oran du 20 au 24 juillet en cours, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la culture, organisatrice de l'événement.

Né à Oran le 23 janvier 1923 et mort le 19 juillet 2017, le défunt est l'un des fondateurs avec Ahmed Wahbi du genre musical nommé El Asri, un genre nouveau né à Oran dans les années 1940 et influencé par la musique arabe traditionnelle orientale avec un langage poétique typiquement oranaise. Il a révolutionné et modernisé la

musique bedouie.

Plusieurs artistes amateurs spécialisés dans la chanson oranaise prendront part au concours pour l'obtention du prix Blaoui El Houari, dédié par l'office national des droits d'auteur et droits voisins, selon le commissariat du festival.

Les jeunes chanteurs versés dans ce genre artistique ont du passer par des tours préliminaires d'un concours, organisé pour la circonstance tout au long des précédentes semaines, pour valider leurs billets pour cette phase finale, rappelle-t-on.

Pour cette 12<sup>e</sup> édition, prévue au théâtre régional Abdelkader Alloula, les organisa-

teurs ont élaboré un riche programme, avec la participation de quelques vedettes de ce genre musical, à l'image de Houari Benchennat, Baroudi Bekhedda, Souad Bouali et Houria Baba, précise-t-on.

Lors de cette manifestation, des troupes de bedoui se produiront aussi. Elles sont attendues de différentes wilayas de l'Ouest du pays, à l'image d'Oran, Relizane, Chlef, Tiaret et Mostaganem, souligne-t-on encore.

Les vainqueurs seront primés lors de la cérémonie de clôture, souligne-t-on encore de même source.

H. M.

Constantine

## Les lauréats du concours Cheikh Abdelhamid Benbadis récompensés

Les lauréats du concours pluridisciplinaire Cheikh Abdelhamid Benbadis de l'année 2018 ont été récompensés lors d'une cérémonie organisée lundi au siège de la wilaya de Constantine.

Le président du comité d'évaluation des travaux, Rabah Doub, a rappelé à cette occasion que ce concours vise à promouvoir les meilleures œuvres, mettant en relief les dimensions intellectuelles, culturelles de la wilaya de Constantine, précisant que les deux premiers prix de cette 11<sup>ème</sup> édition sont un chèque de 150 000 et 100 000 dinars.

Il a ainsi fait savoir que trois thématiques ont été retenues pour cette édition, à savoir la littérature (poésie, le récit, roman ou pièce de théâtre), l'urbanisme constantinois et l'oeuvre de l'imam Abdelhamid Benbadis.

Il est à noter que seules les oeuvres inédites peuvent prétendre au prix cheikh Benbadis. Les travaux des lauréats seront gardés dans le bureau de l'APW et seront mis à la disposition des gens de culture et des étudiants pour consultation.

G. T.

USA

## Le film Spider-Man s'accroche en haut du box-office

Le nouveau volet des aventures de l'homme-araignée, *Spider-Man : Far From Home*, a passé un second week-end au sommet du box-office nord-américain, devançant largement la concurrence, notamment *Toy Story 4*, selon les chiffres définitifs publiés par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Le septième film de la série a enregistré 45,4 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis et au Canada entre vendredi et dimanche. Il reprend l'histoire de Spider-Man après la tragique conclusion d'*Avengers : Endgame*. Peter Parker, l'héroïque adolescent se cachant sous le masque de l'homme-araignée, effectue en séjour touristique en Europe avec son lycée, qui va se révéler mouvementé.

Loin derrière la nouvelle production du studio Marvel arrive *Toy Story 4*, avec 20,9 millions de dollars sur trois jours et 346,7 millions depuis sa sortie le 20 juin.

Sur la troisième marche du podium se place *Crawl*, une production hollywoodienne réalisée par le Français Alexandre Aja, grand spécialiste des films d'horreur (*La coline a des yeux*).

Bien accueilli par la critique, qui y a vu un honnête film de genre, *Crawl* se situe en Floride, frappée par un ouragan et une invasion d'alligators géants faisant des ravages. Il a réalisé, pour son premier week-end d'exploitation, 12 millions de dollars de recettes en Amérique du Nord. Autre sortie, mais dans un tout autre genre, la comédie déjantée *Stuber* arrive en quatrième position, avec 8,2 millions de dollars de billets vendus aux Etats-Unis et au Canada.

Troisième le week-end précédent, *Yesterday* rétrograde en cinquième position, avec 6,7 millions de dollars, et 48,3 millions au total en trois semaines.

Reda A.

## PAROLES DE FEMMES

«Espérons l'impossible, car c'est peut-être une bassesse que de mettre son espoir en lieu sûr.»  
Natalie Clifford Barney



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«Tous les espoirs sont permis à l'homme, même celui de disparaître.»  
Jean Rostand

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Meghan Markle mère possessive ? Ces membres de la famille royale qui n'ont pas encore pu voir Archie

Alors qu'il a eu deux mois début juillet, le petit Archie, fils du Prince Harry et de Meghan Markle, est plus que jamais au cœur de l'attention. Et si la plupart des membres de la famille royale ont déjà eu le plaisir de le rencontrer, certains n'ont pas encore eu cet honneur, et s'en plaignent ouvertement.

Voilà qui devrait encore faire grincer quelques dents du côté du Royaume... Si la reine Elizabeth II et le prince Philip, en arrière-grands-parents attentionnés, ont été parmi les premiers à rencontrer Archie - le fils du prince Harry et de Meghan Markle né le 6 mai dernier - une poignée de jours après sa naissance, et le prince William et Kate Middleton un peu plus tard (créant une mini-polémique), certains membres de la famille royale n'ont toujours pas été invités à visiter le premier fils des Sussex. Difficile à croire, mais c'est pourtant la dure réalité au pays de la Couronne, et c'est d'ailleurs l'un de ses membres oubliés justement - Mike Tindall, ancien international de rugby, marié à Zara Phillips (avec qui il a deux enfants) - qui vient de révéler que ses filles Mia, 5 ans, et Lena, 1 an, n'avaient encore jamais rencontré leur deuxième cousin, Archie Mountbatten-Windsor. Scandale au Royaume. Meghan Markle cachera-t-elle son fils à une partie de la famille royale ? Choisirait-elle ceux qui méritent qu'elle le présente ?

Toujours est-il que cette histoire fait couler beaucoup d'encre outre-Manche, car, si Mike Tindall avait déjà la langue bien pendue sur les terrains, le vainqueur du tournoi des VI Nations 2003 prouve qu'il l'a encore bien sortie aujourd'hui. C'est lors d'un tournoi de golf de charité auquel il participait que l'ancien sportif de 40 ans a exprimé, comme un reproche, que ses deux filles n'avaient jamais vu le royal baby âgé de deux mois - des propos relayés par le magazine Hello.

La pilule a d'autant plus de mal à passer que Mike et Zara faisaient partie de la short-list pour être parrain et marraine d'Archie, et que d'autres personnes - en dehors de la famille royale - comme certaines amies de Meghan - la styliste Jessica Mulroney et la championne de tennis Serena Williams pour ne citer qu'elles - ont déjà rencontré Archie à Frogmore Cottage. Une nouvelle polémique afin de faire passer Meghan pour une mère surprotectrice, ou une simple bête de la part du couple Sussex ?



## NUTRITION

## Six bonnes raisons de manger des pruneaux

**Reconnu pour ses bienfaits pour le transit, le pruneau a bien d'autres vertus santé intéressantes. En en-cas, en dessert ou cuisiné, il a vraiment sa place dans une alimentation équilibrée.**

### Le pruneau est un aliment minceur

Peu calorique (20 kcal), le pruneau est un allié minceur d'autant plus qu'il a un indice glycémique bas (40), ce qui fait de lui un en-cas idéal pour caler une petite faim sans créer de pic de glycémie. Parfait coupe-faim, il permet de limiter le grignotage et de contrôler sa faim. Riches en fibres, il a un fort pouvoir rassasiant. Découvrez nos recettes aux pruneaux.

### Le pruneau est un aliment beauté

Le pruneau contient un très large éventail de minéraux (fer, magnésium, potassium) et de vitamines E, C et provitamine A qui protègent les cellules et piègent les radicaux libres responsables de la dégénérescence cellulaire. Le pruneau permet donc de lutter contre le vieillissement et la perte d'élasticité de la peau. Il permet de limiter les rides.

### Le pruneau est un allié anticholestérol

La consommation quotidienne de pruneaux réduit le taux de mauvais cholestérol (LDL) donc les risques de maladies cardiovasculaires. Et comme ce fruit est une source de potassium et de flavonoïdes, il prévient naturellement le développement de ces pathologies.

### Le pruneau est un aliment bon pour la santé des os

Le pruneau est riche en bore, un oligo-élé-

ment rare, qui associé au calcium et à la vitamine D présents dans ce fruit, préserve la santé des os et permet de lutter contre l'ostéoporose. 50 grammes de pruneaux apporte 100% des apports quotidiens recommandés de bore.

### Le pruneau est un aliment digestion

Riche en fibres solubles et insolubles, le pruneau facilite la digestion et permet de lutter contre la constipation. 100 grammes de pruneaux apportent 60% des apports recommandés journaliers.

### Le pruneau est un aliment énergie

Riche en glucose (45% des glucides de ce fruit), le pruneau donne de l'énergie au cerveau. Il est donc recommandé en cas d'examen. Source de fructose (25%) et de sorbitol (30%), le pruneau apporte aussi à l'organisme du sucre qui sera assimilé progressivement. Il est aussi conseillé aux sportifs pour éviter les pics de glycémie et les baisses de tonus d'autant plus qu'il est riche en magnésium (45mg pour 100 grammes) essentiel pour la production d'énergie et la contraction musculaire.

## VRAI / FAUX ?

## UN FŒTUS QUI BOUGE BEAUCOUP ANNONCE UN BÉBÉ AGITÉ ?

**FAUX.** Dès le quatrième mois de grossesse, les mouvements du fœtus sont perceptibles par la future maman et au fil des semaines, ceux-ci seront de plus en plus vigoureux. Vers le sixième mois le bébé bouge beaucoup : entre 20 et 60 mouvements par demi-heure et même plus lorsqu'il est bien réveillé. Tout dépend si c'est un bébé calme ou agité.

Mais rassurez-vous, cela ne préjuge aucunement du caractère qu'il aura plus tard ! Une absence de mouvement pendant quelques heures n'a rien d'inquiétant car lui aussi dort, mais pas toujours en même

temps que vous... Il bouge dans tous les sens, pédale avec enthousiasme, se retourne et pousse de tous côtés acquérant ainsi le sens du toucher. Dès qu'il sent la paroi de l'utérus, il se déplace et si vous caressez doucement votre ventre là où il y a une bosse, il bougera vous montrant ainsi qu'il a perçu votre geste. Cette vitalité est le premier signe de bonne santé de votre bébé.

Si vous souffrez d'un diabète ou d'un dysfonctionnement rénal, par exemple, on vous demandera d'être particulièrement attentive à ces mouvements et de signaler

à votre médecin ou sage-femme toute baisse de vitalité sur une période de 24 heures. Mais il faut savoir aussi qu'à partir du septième mois, les mouvements de bébé sont moins amples car il occupe de plus en plus l'espace de votre utérus.

Un mois environ avant la date prévue de l'accouchement, il fera une dernière gâchette pour se positionner tête en bas. Il signalera toujours sa présence par un coup de pied, de tête ou de coude mais son habitacle, un peu étroit, ne lui permet plus de se dégourdir vraiment. La naissance est imminente.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS



A J-2 du match face au Sénégal

# Les joueurs appelés à se concentrer

Sur décision du Premier ministre  
**28 avions pour transporter 4.800 supporters vers le Caire**

Un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a décidé de mobiliser vingt-huit (28) avions pour transporter, dans la nuit de jeudi à vendredi, quelque 4.800 supporters vers le Caire pour encourager l'équipe nationale de football à l'occasion de la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui l'opposera à son homologue sénégalaise, vendredi prochain à 20:00 (heure algérienne) au Stade international du Caire, a indiqué lundi un communiqué des Services du Premier ministre. A l'entame de la réunion à laquelle ont pris part les ministres en charge des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Jeunesse et des sports, des Transports et du Tourisme, des représentants du ministère de la Défense nationale et les responsables d'Air Algérie, de Tassili Airlines, de l'Office national du tourisme (ONT) et de Touring club d'Algérie, le Premier ministre a félicité l'équipe nationale de football suite à sa qualification pour la finale de la CAN. Il a également salué "le nationalisme des supporters qui ont tenu à encourager notre sélection nationale durant tous les tours de cette compétition continentale et ceux qui ont manifesté leur volonté de faire le déplacement pour l'encourager lors de la finale", soulignant la détermination de l'Etat à mobiliser tous les moyens matériels et humains disponibles pour satisfaire cette demande. Dans ce cadre, le Premier ministre a salué les efforts consentis par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), à leur tête le Général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, sa contribution efficiente au transport des supporters et sa disponibilité à poursuivre cette démarche, en mobilisant neuf (9) avions dans le cadre du pont aérien. Il a, en outre, insisté sur la nécessaire conjugaison des efforts de tous les intervenants et la mobilisation de tous les moyens disponibles pour transporter le plus grand nombre de supporters possible et garantir les meilleures conditions de leur prise en charge à l'aller et au retour au pays à travers la mise en place d'un pont aérien pour le transport des supporters vers le Caire et la mobilisation de vingt-huit (28) avions à cet effet, pour transporter quelque 4.800 supporters, dans la nuit de jeudi à vendredi, en veillant, dans la répartition des vols, à donner la chance à tous les citoyens à travers l'ensemble du territoire national, notamment ceux des wilayas du sud, pour faire le déplacement et encourager l'équipe nationale. A cet effet, une cellule de coordination au niveau du Premier ministre sera créée et supervisée par le chef de cabinet du Premier ministre. Composée de représentants de toutes les parties concernées, la cellule est chargée du suivi des différents préparatifs et étapes de déplacement des supporters jusqu'à leur retour au pays. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a été chargé en coordination avec la Fédération algérienne de Football (FAF) de prendre toutes les mesures de manière anticipative afin d'assurer un nombre suffisant des tickets pour le match de finale au profit des supporters de l'équipe nationale. Dans ce sens, Touring club Algérie a été chargé en coordination avec les services du ministère des Affaires étrangères de réactiver le même plan adopté auparavant pour la prise en charge de tous les aspects liés au déplacement des supporters (inscription, visa, tickets et déplacement au Caire) tout en leur réunissant les meilleures conditions durant leur séjour au Caire.



Le coach national, Djamel Belmadi, insiste pour la récupération à deux journées de la finale qui opposera les Verts au Sénégal. Sachant pertinemment que ses joueurs ont laissé leurs forces lors des deux derniers matchs disputés face à la Côte d'Ivoire et le Nigeria, le premier responsable du staff technique de la sélection nationale souhaite que ses poulains récupèrent tous leurs moyens avant cette joute très importante. C'est pour cette raison qu'il a donné quartier libre aux joueurs avant-hier avant de reprendre le travail hier. Ainsi, les coéquipiers du héroïque Mahrez, ont bénéficié d'une journée de détente

et de récupération. Pas d'entraînement ainsi pour les joueurs qui sont restés au niveau de leur lieu de résidence l'hôtel Royal Maxim Palace Kempinsky dans la banlieue du Caire, pour une séance de piscine et surtout de décontraction, après deux matchs intenses vécus en quarts de finale face à la Côte d'Ivoire et au Nigeria en demi-finale. Certains joueurs ont accepté volontiers de prendre des photos avec des supporters algériens, qui se sont déplacés au Caire pour encourager les «Verts» dans ce tournoi, dans une ambiance bon enfant. Il s'agit de la deuxième fois que les joueurs de la sélection bénéficient d'une journée de

repos, après celle du 2 juillet, au lendemain de la victoire face à la Tanzanie (3-0), comptant pour la dernière journée de la phase de poules. Le coach Belmadi devra, ces jours-ci, insister sur le travail psychologique aussi pour emmener ses poulains à avoir une concentration optimale pour cette rencontre que tous les Algériens attendent avec cet engouement du public après cette troisième qualification en finale dans l'histoire du football algérien. Il essaiera de sensibiliser ses poulains pour garder leur sang froid pendant toute la partie pour éviter d'être dépassés par les événements.

Imad M.

## Cissé - Belmadi, deux entraîneurs africains en finale

Ils étaient onze entraîneurs africains au coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte, il n'en reste que deux : l'Algérien Djamel Belmadi et le Sénégalais Aliou Cissé, qui vont s'affronter vendredi en finale de la 32e édition mettant aux prises les sélections de leurs pays au stade international du Caire. Ces deux techniciens ont réussi à mener leurs équipes respectives au dernier stade de l'épreuve, confirmant la tendance portée sur l'entraîneur local lors de cette première édition à 24 pays. Onze fédérations nationales, dont la FAF (Fédération algérienne de football), avaient décidé ainsi de faire confiance aux compétences "africaines", avec l'objectif d'aller le plus loin possible dans cette compétition. L'Algérie et le Sénégal ont réussi à aller jusqu'au bout, mais cela n'enlève en rien au mérite des autres techniciens africains. La Tunisie et le Nigeria, dirigés respectivement sur le banc par le Français Alain Giresse et le Franco-Allemand Gernot Rohr, ont échoué aux portes de la finale dans ce qui a été la meilleure performance des entraîneurs "non-Africains" dans ce rendez-vous continental.

**Aguirre, Renard, Seedorf : par ici la porte de sortie**

L'Egypte, pays organisateur, a connu l'une des plus grandes déceptions de son histoire, en se faisant éliminer sans gloire en 1/8 de finale par l'Afrique du Sud (1-0). Et pourtant, la Fédération égyptienne (EFA) a mis le paquet pour confier la sélection des "Pharaons" au Mexicain Javier Aguirre, limogé illico presto à l'issue de l'élimination, provoquant même la démission du président de l'EFA Hani Abou Rida. Le Maroc, qui se présentait pourtant comme l'un des favoris, a connu la même déception, en quittant le tournoi prématurément, en 1/8 de finale face au Bénin (1-1, aux t.a.b : 1-4). Le Français Hervé Renard, qui aurait démissionné selon des médias marocains, n'a pas trouvé la bonne formule pour mener les "Lions de l'Atlas" vers le sacre final comme il l'a déjà fait auparavant avec la Zambie (2012) et la Côte d'Ivoire (2015). Le Cameroun, tenant du trophée qui croyait frapper un bon coup en confiant les rênes des "Lions indomptables" à l'ancien international néerlandais Clarence Seedorf, a également déchanté, se faisant éliminer en 1/8 par le Nigeria (3-2). Autant de déceptions pour des entraîneurs "non-Africains" qui croyaient posséder la baguette magique pour propulser leurs sélections respectives au-delà de la scène, avant de se heurter à la dure réalité du terrain. En revanche, l'entraîneur français de Madagascar, Nicolas Dupuis, peut se targuer d'avoir mené les "Barea" en quarts de finale pour la première participation de leur histoire, avant de quitter l'épreuve au terme de la défaite concédée face à la Tunisie (3-0). Une sortie honorable pour une équipe malgache considérée comme la révélation de cette édition.

## Jack Lang souhaite "bonne chance" à l'Algérie

Le président de l'Institut du monde arabe (IMA), Jack Lang, a souhaité lundi "bonne chance" à l'équipe nationale algérienne de football pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 qui se déroule en Egypte (21 juin-19 juillet). "Nous sommes nombreux aujourd'hui en France à partager la joie des Algériennes et des Algériens. Je leur souhaite bonne chance pour la superbe finale qui s'annonce face à nos amis du Sénégal", a indiqué le président de l'IMA dans un communiqué, félicitant les "Fennecs" pour leur "très belle qualification". L'Algérie s'est qualifiée dimanche soir face au Nigeria (2-1), grâce à un coup franc sublime de Riad Mahrez dans

le temps additionnel. Pour Jack Lang, cette victoire acquise, avec un coup franc plein de sang-froid à l'ultime minute du match, est "la victoire du courage et de l'abnégation", soulignant qu'au-delà du sport, c'est la réussite de "tout un peuple". "Au-delà? du sport, c'est également la réussite de tout un peuple, qui se mobilise depuis des mois avec passion et générosité? pour donner à l'Algérie la place qui est la sienne : celle d'un grand pays, fier de son histoire et riche de sa jeunesse", a-t-il conclu. L'IMA organise depuis le début de la compétition la retransmission des matchs pour les publics du monde arabe, rappelle-t-on.



Selon l'ONU

## La faim dans le monde en hausse

La faim dans le monde affectait 821,6 millions de personnes dans le monde en 2018, contre 811 l'année précédente, selon un rapport annuel publié lundi par plusieurs organisations de l'ONU qui déplorent une troisième année consécutive de hausse. Après des décennies de baisse, la sous-alimentation a repris de la vigueur depuis 2015. Figurant parmi les objectifs de développement durable fixés pour 2030, la perspective d'un monde sans aucune personne en état de sous-alimentation à cette échéance relève d'un «immense défi», note le rapport. Intitulé «L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde», le document a été rédigé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, avec le concours du Fonds international pour le développement de l'agriculture, le Fonds de l'ONU pour les enfants (Unicef), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

«Pour préserver la sécurité alimentaire et la nutrition, il est essentiel de mettre en place des politiques économiques et sociales pour contrecarrer à tout prix les effets des cycles économiques défavorables, tout en évitant de réduire les services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation», affirme le rapport.

En appelant à une «transformation structurelle» inclusive avec les plus démunis, les auteurs du document demandent d'«intégrer les préoccupations de sécurité alimentaire et de nutrition dans les efforts de réduction de la pauvreté», tout en luttant contre les inégalités entre les sexes et l'exclusion de groupes sociaux. La sous-alimentation reste prévalente sur de nombreux continents : en Afrique (près de 20% de la population concernée), en Amérique latine et dans les Caraïbes (moins de 7%) et en Asie (plus de 12%).

En ajoutant les populations souffrant de famine aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire, on estime que plus de deux milliards de personnes, dont 8% vivent en Amérique du Nord et en Europe, n'ont pas régulièrement accès à des aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante.

La FAO juge, par ailleurs, que les progrès sont insuffisants pour réaliser l'objectif 2030 de réduire de moitié le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance. Aujourd'hui, 149 millions d'enfants sont concernés par un tel retard. Paradoxalement, le rapport note que la surcharge pondérale et l'obésité continuent d'augmenter dans toutes les régions, en particulier chez les enfants d'âge scolaire et les adultes.

En 2018, environ 40 millions d'enfants de moins de cinq ans avaient un excès de poids. En 2016, 131 millions d'enfants de 5 à 9 ans, 207 millions d'adolescents et 2 milliards d'adultes étaient en surpoids, selon le rapport.

R. D.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

### LA TUNISIE PREMIÈRE DESTINATION TOURISTIQUE DES ALGERIENS

M RAHBA, M 'RAHBA  
AROUAHOU GA3



Tunisie

## 146 cas et tentatives de suicide en six mois



Quelque 146 cas et tentatives de suicide ont été enregistrés au premier semestre de 2019 dont 105 cas masculins et 41 féminins, a indiqué hier, la coordinatrice du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (Ftdes), Najla Arfa.

Lors d'une conférence de presse tenue au siège du Ftdes, l'intervenante a précisé que «le groupe masculin est considéré comme l'un des groupes les plus suicidaires, mais le groupe dominant est âgé de 26 à 35 ans, suivi par le groupe d'âge de 36 à 45 ans».

Elle a, en outre, selon l'agence TAP, signalé que ces actes sont généralement causés par la fragilité de la situation professionnelle ou le chômage ainsi que les problèmes familiaux, les pressions et les responsabilités vécues par l'individu

dans la société tunisienne.

En troisième position, l'intervenante a cité le groupe d'âge de moins de 15 ans et les causes sont principalement les violences domestiques que subissent ces enfants sans oublier le viol et le harcèlement psychologique auxquels ils peuvent être soumis et peuvent parfois être une reproduction ou une imitation d'actes de suicide de personnes âgées appartenant à leurs familles.

Najla Arfa a ajouté que le gouvernement de Kairouan se classe premier au niveau du nombre de suicide avec 29 cas suivi de Gafsa avec 14 cas puis Tunis et Siliana avec 10 cas, sachant que plusieurs autres gouvernorats ont été touchés par ce phénomène comme Sousse, Monastir, Sidi Bouzid, Kasserine, Sfax, Mahdia, Beja, le Kef, Bizerte, Nabeul, Jendouba, Gabès, Médenine,

Tozeur, Kébili, Tataouine, Manouba et Zaghuan.

S'agissant des cas de violence, l'intervenante a signalé que le taux de violence collective a atteint 51% contre 49% pour la violence individuelle, précisant que les hommes sont toujours au premier plan des acteurs sociaux les plus violents, avec 89% des cas de violence observés commis par des hommes, 6% des cas de violence sont mixtes et 5% des cas de violence ont été commis par des femmes.

Par ailleurs, Najla Arfa a fait savoir que le premier semestre de 2019 a enregistré 4 948 mouvements de protestation collectifs dont 2 325 sont instantanés, 1 636 sont spontanés et 1 133 sont violents.

La région de Kairouan occupe la première place au niveau des protestations sociales avec 821 mouvements suivie de Sidi Bouzid (453), Gafsa (421) et Tunis (365).

L'intervenante a fait remarquer que la plupart des revendications soulevées par les manifestants étaient d'améliorer les conditions de vie, d'assurer l'emploi, le développement et la justice sociale, ainsi que d'améliorer l'infrastructure et d'assurer les services de base tels que l'eau potable, l'électricité, les transports et les services de santé et administratifs.

Bilal L.

Ouargla

## Annulation de plus de 140 titres de concession agricole

Plus de 144 titres de concession agricole de plus de 10 ha chacune ont été annulés depuis 2015 dans la wilaya de Ouargla, dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, a-t-on appris hier, du bureau local de l'Office nationale des terres agricoles (Onta).

Cette opération d'assainissement, qui se poursuit, a ciblé des superficies agricoles attribuées au niveau des communes de Hassi Messaoud, Hassi Benabdallah, Aïn El Beida, El Hedjira, El Alia et N'goussa, où sont concentrées les surfaces dédiées aux cultures stratégiques, a-t-on précisé.

Une surface globale de 26 331 ha a été ainsi récupérée à travers la wilaya de Ouargla et retirée à des investisseurs

n'ayant entrepris aucune initiative, après plus d'une année, concernant l'exploitation de ces surfaces agricoles.

Plus de 200 dossiers de bénéficiaires des titres de la concession agricole ont été examinés durant cette période par la commission de wilaya chargée du suivi des projets d'investissement agricole, qui travaille en toute transparence pour atteindre les objectifs escomptés, a-t-on signalé à la direction des Domaines de Ouargla.

Les terres récupérées seront réattribuées, selon des normes précises, aux promoteurs armés d'une volonté d'exploitation de ces terres, en vue d'éviter d'éventuels cas de défaillance, a-t-on souligné.

R. O.

## ACTU...

Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

### 14 orpailleurs arrêtés

Quatorze orpailleurs ont été arrêtés lundi et du matériel utilisé dans l'exploitation illégale de l'or saisi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 15 juillet 2019, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> Région militaire), 14 orpailleurs et saisi trois groupes électrogènes, trois marteaux-piqueurs, deux détecteurs de métaux, un fusil de chasse et quatre véhicules», précise la même source.

Dans le même contexte, des gardes-côtes «ont saisi, à Mostaganem (2<sup>ème</sup> RM), 34,75 kg de kif traité», tandis qu'un détachement de l'ANP «a mis en échec une tentative de contrebande de 2 430 litres de carburant à Tindouf (3<sup>ème</sup> RM)».

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des gardes-frontières «ont intercepté sept immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen (2<sup>ème</sup> RM)», ajoute le communiqué.

T. L.

Jusqu'à la soirée

### Persistance de la canicule sur le sud du pays

Des températures caniculaires continueront de dépasser localement les 48 C dans le sud du pays jusqu'à mercredi soir (aujourd'hui, Ndlr), a indiqué hier, l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

La canicule continuera d'affecter Adrar et le nord de Tamanrasset jusqu'à mercredi à 21h, a précisé la même source.

L. M.

Tlemcen

### Plus de 360 kg de kif traité saisis en juin

Quelque 366 kg et 237 g de kif traité ont été saisis durant le mois de juin dernier à Tlemcen, a-t-on appris hier, de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Selon un communiqué de la cellule de communication, 43 affaires liées au trafic et à la commercialisation de drogue ont été traitées par les services de la police judiciaire durant le mois de juin dernier permettant la saisie de ladite quantité de kif traité et de 434 comprimés de psychotropes. 78 individus impliqués dans ces affaires ont été également appréhendés, a-t-on ajouté. Par ailleurs, 266 autres affaires concernant divers délits, notamment des agressions contre les personnes et les biens publics et d'autrui, ont été traitées par les services de police.

360 personnes ont été interpellées dans ce cadre, souligne-t-on dans le communiqué, ajoutant qu'un crime électronique impliquant un individu a été également enregistré durant la même période.

T. K.